



HAL
open science

L'EMPIRE COLONIAL FRANCAIS PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Dominique Lejeune

► **To cite this version:**

Dominique Lejeune. L'EMPIRE COLONIAL FRANCAIS PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE ET L'ENTRE-DEUX-GUERRES. Licence. Université de Besançon, Jeudi 25 février 2021 de 15h à 16h30, dans le cadre du cycle “ Nations en quête de leur passé ”, France. 2021, pp.43. halshs-03152771

HAL Id: halshs-03152771

<https://shs.hal.science/halshs-03152771v1>

Submitted on 25 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

L'EMPIRE PENDANT LA PREMIERE GUERRE MONDIALE
ET L'ENTRE-DEUX-GUERRES

COURS COLO-4 (en visioconférence)

Université de Besançon, Jeudi 25 février 2021 de 15h à 16h30,
dans le cadre du cycle « Nations en quête de leur passé »

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

I. L'EMPIRE ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

1°) Les opérations militaires

Des opérations militaires ont eu lieu, dans trois régions du monde.

a) Au Maroc

Pour le Maroc, qui n'était que partiellement occupé en 1914, le gouvernement français envoie un ordre de repli général sur la côte atlantique à **Lyautey**, qui y voit un danger d'insurrection généralisée, ayant des répercussions dans le reste de l'Afrique du Nord et dans tout le monde islamique. Il propose un plan — qui est accepté — prévoyant de remplacer les personnels des unités d'active par des réservistes et de tenir sur des positions avancées avec de telles troupes. Le Sud marocain reste agité, mais en gros **la situation militaire est contenue**, malgré la propagande allemande, depuis longtemps orientée vers les pays d'Islam.

b) La conquête du Togo et du Cameroun allemands (1914-1916)

La conquête du Togo et du Cameroun allemands (1914-1916) est le fait d'une **intervention militaire franco-britannique**. Le Togo est pris dès le 26 août 1914 et immédiatement partagé entre la France et la Grande-Bretagne. Quant à lui, le Cameroun résiste jusqu'au 1er janvier 1916. Un **accord provisoire de partage** est passé, il est précisé en juillet 1919, la France ayant la plus grosse part. **Togo et Cameroun deviennent des mandats de type « B » au traité de Versailles, c'est-à-dire des territoires promis à une indépendance lointaine, comme toutes les anciennes colonies africaines de l'Allemagne**. Ces colonies sont perdues en vertu de l'article 119 du traité — « L'Allemagne renonce en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer [...] » — , rédigé en fonction de la déclaration de la Conférence de la Paix selon laquelle l'Allemagne était « indigne » d'avoir des colonies. Mais cet article ne tient **absolument pas compte du point 5 des 14 Points de Wilson** — qui envisageait une

consultation des populations — et d'ailleurs l'Allemagne l'avait déclaré « injustifié » dans ses Observations. Togo et Cameroun sont donc partagés entre la France et la Grande-Bretagne, la France retrouvant en plus les territoires cédés en 1911 à l'Allemagne.

c) La conquête de la Syrie et du Liban turcs (1916-1919)

Troisième secteur géographique, la Syrie et le Liban ottomans sont conquis. Un petit contingent français appuie les Anglais qui encadrent les Bédouins de l'émir Hussein du Hedjaz, en application des accords que la Grande-Bretagne a passés avec le chef de la dynastie hachémite (1916) : entrée en guerre de Hussein ben Ali (1853-1931) contre les Turcs et création d'un vaste royaume arabe entre le golfe Persique et la Méditerranée. Mais s'ajoutent à ces accords la **Déclaration Balfour (2 novembre 1917) sur le « Home national juif »**, les **accords anglo-français Sykes-Picot du 16 mai 1916 et les accords de Saint-Jean-de-Maurienne entre la France et l'Italie** prévoyant un partage secret des dépouilles futures de l'empire Ottoman.

Des troupes françaises font, avec les Britanniques, la conquête de la Syrie et du Liban. Cependant la Grande-Bretagne se fait « tirer l'oreille » pour partager la conquête avec la France, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919. Entretemps, à la Conférence de la Paix de Paris il est procédé à un nouveau découpage, provisoire et moins favorable à la France. Pourquoi ? En raison des appétits britanniques et du besoin qu'a la France du soutien de la Grande-Bretagne à la Conférence, sur les questions européennes. Certes l'administration des territoires, qui ont été définis comme des **mandats de type « A »**, est enfin remise à la France à l'automne 1919, mais la présence française doit faire face, à la fois, aux **Turcs** qui n'acceptent pas la présence française au nord de la Syrie et battent les troupes françaises à plusieurs reprises — ce qui fait que les frontières Nord sont fixées en retrait par rapport aux ambitions françaises — , d'autre part au **nationalisme syrien** qui ambitionne une « grande Syrie » ressuscitant l'Assyrie antique, et enfin aux demandes d'aide de la part des **Arméniens**. À la conférence interalliée de San Remo en avril 1920, la France obtient définitivement le mandat « sur la Syrie », que la France va partager en deux États, Syrie et Liban, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et accepter de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Le mandat français fait en définitive 200 000km² et abrite 2 500 000 habitants. La Grande-Bretagne, quant à elle, est mandatée pour l'Irak et la Palestine, Palestine d'où les Britanniques détacheront en 1921 la Transjordanie.

d) La « force noire » en France

Bien davantage important, finalement, que les quelques opérations militaires ci-dessus fut l'apport à la métropole de la « force noire », c'est-à-dire des troupes indigènes et des bataillons de travailleurs levés dans l'empire colonial français. Près d'un million de soldats et de travailleurs — respectivement 700 000 et 300 000 — vinrent en France. Parmi les troupes il y eut plus de 90 000 morts, soit le même pourcentage que parmi les unités de métropole. Pour recruter des troupes « indigènes » la France déploya un gros effort de propagande, axée sur la lutte pour la civilisation, la lutte contre les « Boches de l'Islam », c'est-à-dire les Turcs, les campagnes s'appuyèrent sur des primes de recrutement, versées aux notables, des promesses faites aux soldats enrôlés, etc. Parmi ces 700 000 « indigènes », guère d'officiers, et pour eux une surveillance constante, parmi eux un grand nombre de malades ; les unités recrutées aux colonies furent auréolées d'une réputation de troupes de choc. Ces soldats connurent une **intégration différentielle**, assez bonne pour les Maghrébins, mauvaise pour Noirs, inexistante quant aux « Annamites », dotés d'une réputation de médiocres militaires et qui furent employés surtout comme travailleurs ; et envers tous les travailleurs le racisme fut violent.

La présence de ce million de colonisés laissa, on le sait, **des images (Banania...)** et un important souvenir dans la **mémoire collective**¹. Mais tout ceci a été beaucoup moins important qu'une double révélation, et d'abord celle de la **faiblesse du colonisateur** — une faiblesse militaire qui implique le recours aux colonies — en plus celle de la guerre acharnée que les pays européens se livrent, et enfin les rivalités même entre alliés, etc. D'autre part, le recours à un million de colonisés démontre que **la métropole a besoin du colonisé : on est loin des « zoos humains » comme celui du Jardin d'Acclimatation**² et la guerre est pour les « indigènes » une expérience décisive, surtout pour ceux qui sont passés par l'armée elle-même.

Enfin, contrairement à ce qu'avaient envisagé les milieux politiques en 1914, sauf Clemenceau, les principaux problèmes pendant la guerre mondiale ont été les problèmes politiques.

2°) Les problèmes politiques

¹ Je rappelle que l'expression de « mémoire collective » vient d'un livre posthume de Maurice Halbwachs (1877-1945) portant ce titre et publié aux PUF en 1950 (171 p.), plusieurs rééditions.

² Cf. N.Bancel, P.Blanchard, G.Boetsch, E.Deroo & S.Lemaire, *Les Zoos humains*, La Découverte, 2002, 480 p., réédition sous le titre *Zoos humains et exhibitions coloniales*, La Découverte, 2011, 599 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, mai 2012, p. 303.

a) Au Maghreb

Au Maghreb, le bombardement des côtes algériennes par le *Goeben* et le *Breslau* en août 1914 a eu peu de conséquences, les facteurs décisifs ont été la mobilisation générale des Français et la mobilisation partielle des Algériens, les engagements volontaires de Tunisiens et les difficultés économiques, comme en métropole. À destination du Maghreb **un mot d'ordre de *jihad* est lancé par le sultan de Constantinople**, toute une propagande ottomane se propage à partir de Constantinople et depuis l'intérieur de la Libye, ainsi qu'une propagande allemande à partir du Maroc espagnol. La réalité de la vie maghrébine a été la lassitude populaire, exprimée par des chansons et des plaintes, des **troubles sporadiques dès 1914**, graves dans l'Aurès en 1916, et l'agitation des régions sahariennes à cause des **Senoussistes**. La confrérie senoussiste avait été fondée dans une oasis libyque, théoriquement sous domination ottomane, au XIXe siècle. Les Senoussistes, installés à Koufra à partir de 1895, avait progressé vers le Tchad (français).

b) En Afrique subsaharienne et à Madagascar

L'Afrique subsaharienne — dite à l'époque Afrique noire — française et Madagascar connaissent une **agitation diffuse**, due aux conséquences économiques et financières de la guerre et aux levées d'hommes, qui provoquent des fuites. À Madagascar une société secrète de jeunes Malgaches, le **VVS** (*Vy-Vato-Sakelika* = Fer-Pierre-Ramification), existant depuis 1913, continue à recruter dans l'élite, elle subit des arrestations.

c) L'Indochine

Les répercussions de la guerre sont beaucoup plus sanglantes en Indochine, à cause des excès, très anciens, de la colonisation et des résistances antérieures à guerre. Les **hauts plateaux laotiens sont en état de révolte endémique pendant la Première Guerre mondiale** ; au Viêt-nam se produisent la révolte des détenus politiques de **Biên Hòa (Cochinchine) en 1916** et celle des gardiens du pénitencier de **Thái Nguyên (Tonkin) en août 1917** ; elles sont toutes deux écrasées.

Si l'on conclut provisoirement en s'en tenant au champ politique, on ne peut que dire que l'attitude des gouvernements français a été **la répression**, accompagnée de l'incompréhension et de la **négation des troubles** : officiellement, « il ne s'est rien passé », en dehors de l'effort de guerre, l'Empire colonial français a donc été la « **France d'Outre-Mer** », conformément à la dénomination qui tend à devenir officielle.

3°) L'évolution économique

Quelle a été l'évolution économique des colonies françaises pendant cette guerre longue, non prévue et préparée, se déroulant dans le cadre du libéralisme métropolitain, nuancé de l'application de la loi de 1892 (voir les cours précédents), nuancé aussi par les réquisitions ?

a) Schéma des difficultés fondamentales

Schématiquement, les difficultés fondamentales sont de deux types. D'une part, **les relations maritimes sont beaucoup moins régulières** qu'avant la guerre, à cause des réquisitions de navires, de la crainte des sous-marins allemands, fondée puisque des navires sont effectivement coulés. Les colonies reçoivent **beaucoup moins de produits venus d'Europe** (charbon, fer, produits finis), d'autant que leurs besoins ne sont pas prioritaires pour l'économie de guerre de la France. **Ce premier type de difficultés a trois conséquences.** L'équipement des colonies françaises est freiné, ce qui **ralentit la production**, d'autant plus que les levées d'hommes restreignent la main-d'œuvre disponible. **Le matériel s'use**, ce qui ralentit aussi la production, et aucune opération de réorientation de la production ne réussit. Enfin, les **difficultés pour exporter les produits coloniaux** — les sacs en fibres textiles, indispensables pour les tranchées, par exemple — sont nombreuses. **Un second type de difficultés fondamentales découle de tout ceci :** le ralentissement de la production et les difficultés pour exporter les produits coloniaux provoquent **la hausse des prix** ; les besoins alimentaires métropolitains suscitent des réquisitions (payées à prix officiel, fixe), d'où une autre forme de hausse des prix. Hausse des prix ? Or les produits venus d'Europe coûtent de plus en plus cher ! D'une colonie à l'autre ces phénomènes sont plus ou moins marqués, ils sont **absolument dramatiques à Madagascar et à la Réunion, coupées de la métropole dès 1914.**

b) Les difficultés financières et les conséquences globales

Les difficultés proprement financières des colonies, et leurs conséquences globales, ne sont pas minces. Comme la métropole, les populations des colonies souscrivent aux emprunts de la Défense nationale. Surtout, l'augmentation de la circulation monétaire et la hausse des prix provoquent **l'inflation** et les difficultés du budget de l'État font **augmenter les impôts**. Les conséquences ont été, bien sûr, politiques, on les a vues plus haut. Mais le problème financier retarde l'équipement économique des colonies, sauf au Maroc, grâce à l'action personnelle de Lyautey, il provoque des transformations sociales,

car des colons quittent la terre en Algérie, par exemple, et surtout de terribles **famines** éclatent ici et là (Constantinois, Tunisie...). À la suite de la Grande Guerre, **la crise économique de 1919-1921 est d'ailleurs catastrophique aux colonies**. Il faut ajouter à ces difficultés matérielles et sociales les **conséquences pour les indigènes du départ des médecins pour la guerre en Europe**. La **peste** fait des ravages en Afrique et la **grippe espagnole** frappe sévèrement toutes les colonies françaises, où elle est bien moins décrite qu'en métropole.

c) Conclusion sur la Grande Guerre

Conclure sur l'histoire des colonies françaises pendant la Grande Guerre, c'est conclure à **l'ébranlement de la puissance coloniale**, la guerre ayant exagéré les apories et les lézardes de 1914 — fragilité d'une domination reposant sur la force, nationalisme... — , d'où après la guerre une « crise d'autorité », dont tout le monde se plaint chez les Européens. L'ébranlement vient aussi du **rôle joué désormais par des tierces puissances** : le souvenir de la victoire japonaise de 1905 sur un pays « blanc », la Russie, baigne les colonies dans un *asiatisme*, l'influence des États-Unis est celle du wilsonisme, et celle du communisme passe par le Komintern et la politique du PCF. Mais, irréalistes ou aveugles, **les milieux politiques français croient surtout à l'importance de l'apport militaire et économique des colonies à l'effort de guerre**. Comme le déclare en 1919 le ministre radical des colonies du gouvernement Clemenceau Henry Simon (1874-1926), industriel de son état,

« Dans tous les domaines, l'apport des colonies a été immense. Nous pouvons même nous demander aujourd'hui avec quelque angoisse ce que nous serions devenus si nous n'avions pas eu cet énorme réservoir dans lequel nous avons pu largement puiser. »

Ce type de phrase est éminemment dangereux, bien sûr, mais les **manuels scolaires de l'entre-deux-guerres** répandent les mêmes idées auprès de la jeunesse et une innombrable littérature exalte la bravoure et l'abnégation des combattants « indigènes ».

Carte Changements territoriaux Afrique

II. UN IMMOBILISME APPARENT DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES ?

L'empire colonial français mène-t-il une vie comme « étrangère à l'histoire » ? Peut-on parler d'immobilisme apparent de l'empire colonial français

dans les années vingt : « l'étrange apogée de l'empire colonial français »¹. D'une certaine façon oui, car il est d'une immense surface, quasi inchangée. La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul, d'où un excédent naturel augmenté : les colonies françaises connaissent la révolution démographique, comme toutes les autres.

1°) Une immense surface, quasi inchangée

Syrie et Liban, Togo et Cameroun, et en sens inverse la bande de territoire cédée à la Libye italienne, cela ne change guère la superficie d'un empire déjà largement constitué et immense en 1914. En fait, pendant l'entre-deux-guerres, **l'accroissement vient surtout de l'achèvement, en 1934, de la conquête du Maroc.** Au total, l'empire fait 12 600 000 km² à la fin des années 30.

2°) Les facteurs extérieurs d'évolution

On pourrait ajouter : indép. Arabie et Égypte >>> arabisme. Le centre du panarabisme est alors l'Égypte, autour du mouvement *Al-Manar* (« le Phare », moderniste). De surcroît, la Société des Frères musulmans naît en Égypte en 1927. Son objectif est une renaissance religieuse intégriste ; elle connaît un grand succès.

a) L'influence de Wilson et le rôle de la SDN

□ le wilsonisme :

Le wilsonisme est évidemment très important, malgré le vague du cinquième des *Quatorze Points* (effort pour préserver les intérêts des populations colonisées) ; il a néanmoins suscité **bien des espoirs** en faveur du principe de *self-determination*, immédiatement connu et salué. Mais à la **conférence de la Paix** le mouvement d'éveil des peuples colonisés, accéléré par la guerre, a été totalement négligé : les revendications territoriales des alliés l'emportent sur le wilsonisme. La seule concession a été le système des mandats, un compromis, évidemment considéré par les bénéficiaires comme un expédient facile. Les puissances mandataires doivent rédiger un rapport annuel et **siège à la SDN une Commission des mandats, qui ne ménage guère la France**, luttant ainsi contre sa politique d'assimilation et contre l'administration du Togo à partir de la colonie voisine du Dahomey.

- **3 types de "mandats" (distinction générale) :**

* A : territ. promis à une proch. indép. (Syrie, Liban, etc.)

* B : territ. promis à une indép. lointaine (Afrique)

¹ Titre du chapitre IX de Nicolas Beaupré, *Les Grandes Guerres. 1914-1945*, Belin, coll. « Histoire de France », 2012, 1 144 p., réédition, 2014, 1 144 p. L'expression d'« entre-deux-guerres » a été inventée... par Léon Daudet en 1915, en songeant bien sûr à l'« Année terrible » de 1870-1871.

* C : territ. annexable (Océanie)

b) L'action anticoloniale du communisme international

Les thèmes principaux de l'entre-deux-guerres ressortissent aussi à une grande vogue du marxisme immédiatement après la Première Guerre mondiale ¹. Dès ses premières réunions, la **IIIe Internationale (Komintern)** se prononce pour l'indépendance, car elle voit dans les colonies un potentiel révolutionnaire et met sur pied une stratégie à long terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé. **Le Komintern approuve en juillet 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine** et fixe la tactique de l'opposition au mouvement bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indépendance politique. **L'important Congrès des Peuples opprimés se tient à Bakou en 1920. Il est appelé aussi « Congrès des peuples de l'Orient », où les délégués issus de l'ancien empire russe sont très largement majoritaires !** Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) sont présents, ainsi que l'Américain John Silas Reed (1887-1920), et il y a 3 % de femmes. Participent seulement 14 « Hindous », dont Manabendra Nath Roy (1887-1954) ², 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1 891 délégués). C'est une vaste kermesse, mal préparée. Les stratèges de l'Internationale (surtout Zinoviev, qui mène les « débats ») veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capitalistes d'Europe : « La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta ». Le congrès marque aussi la tentation de retourner le dispositif révolutionnaire vers l'Orient, vers la Chine notamment.

Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée en Russie même par les revendications des peuples de l'Asie centrale : ils entrent dans la République fédérale de Russie en tant que républiques ou régions autonomes (il y a 8 Républiques autonomes et 13 régions autonomes en 1922 dans la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique, ou des Soviets, de Russie). Des alliances bilatérales et des traités bilatéraux sont signés entre des républiques et la République fédérale de Russie. **La promesse très formelle d'une république nationale musulmane est exploitée par Sultan Galiev** qui rêve d'une révolution communiste étendue à toute l'Asie, mais elle est condamnée par le **Congrès des**

¹ Cf. la Ière partie (« Sociogenèse des philosoviétismes ») de I.Gouarné, *L'Introduction du marxisme en Franc. Philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, thèse, Presses universitaires de Rennes, 2013, 288 p.

² Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

peuples d'Orient (Bakou, septembre 1920). La stratégie de l'Internationale atténuée considérablement son anticolonialisme initial à partir de 1925 et dix ans plus tard elle change radicalement de tactique, l'adversaire principal devenant le fascisme. Au final **la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitent pas rompre totalement les liens avec la métropole. Beaucoup rêvent d'une *intégration*** (F.Abbas), désir bafoué par la maladresse intransigeante de la plupart des métropoles, mettant souvent en prison beaucoup de dirigeants nationalistes. Une évolution aurait évité les coûteuses et inutiles guerres coloniales d'après 1945...

□ & en **1935 : changement de tactique, l'adv. principal devenant le fascisme**

□ nouvelle volte-face avec le pacte germano-sov.

c) L'action du communisme français

L'anticolonialisme de la SFIO est modéré et partiel ; c'est la spécialité de Marius Moutet (1876-1968). **Le PCF critique d'abord à la fois le colonialisme et les nationalistes « bourgeois » ou « féodaux », puis, au milieu années 20, il soutient les nationalistes**, comme ceux du Destour, et Khaled devient le premier président d'honneur de l'Étoile nord-africaine. Et il y a le fameux télégramme à 'Abd el-Krim...

Le soutien communiste à 'Abd el-Krim n'est pas immédiat, il vient avec les premiers succès, mais il est alors ostensible, avec le célèbre télégramme de félicitations du 24 septembre 1924. C'est le moment où le PCF proclame sa doctrine anticoloniale, sur injonction du Komintern, créant un scandale inouï. **Il mobilise contre la guerre du Rif** : le 12 octobre 1925, à l'appel de la CGTU et de la CGT, 900 000 travailleurs français font la grève contre cette guerre coloniale (et contre les impôts), précipitant la désagrégation du Cartel des Gauches. D'un autre côté,

« la guerre du Rif n'aiguise pas la compréhension du fait colonial par le centre gauche au pouvoir, qui, finalement, se range derrière les militaires intransigeants comme Pétain. Elle durcit la droite nationaliste qui, derrière 'Abd el-Krim, subodore la patte de velours de Londres [voulant éloigner la France de Gibraltar], la main de fer de Berlin et surtout l'alliance monstrueuse du panislamisme et du communisme. »¹

□ **soutien aux nationalistes indoch. aussi**

Le tournant de l'Internationale en 1935 est fidèlement appliqué : considérable atténuation de l'anticolonialisme, et même discours de Thorez en 1937, dans lequel il parle du « droit à l'indépendance », mais pour ajouter : « l'intérêt des peuples colonisés est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme. Il faut par conséquent créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples colonisés avec notre peuple. ». La même année, **Thorez** publie un rapport

¹ D.Rivet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., p. 580.

avec la fameuse formule : « le droit au divorce ne signifie pas l'obligation de divorcer ». Une nouvelle volte-face se fait bien sûr observer avec le pacte germano-soviétique (1939).

3°) La France et les Français face aux colonies, dans l'entre-deux-guerres

a) Indifférence et méfiance

attitude générale (inchangée), expliquant que Français, malgré condit. éco. précaires (celles des années 30), n'émigrent que peu vers leurs possessions (même les plus proches)

Les colonies sont un champ privilégié du commerce extérieur français, de l'exportation des capitaux français, avec les « mythes et réalités de l'investissement colonial » français qui font le cœur de la thèse de Jacques Marseille (1945-2010) ¹. Mais paradoxalement **l'attitude générale de l'opinion est faite d'indifférence et de méfiance** ; elle est inchangée et explique que les Français n'émigrent que peu vers leurs possessions, même les plus proches. Qu'advient-il du parti colonial ? Une Ligue maritime et coloniale naît en 1921 ; elle publie *Mer et Colonies*, elle prétend avoir 700 000 adhérents, mais en a réellement entre 20 000 et 30 000 ! Des hommes politiques, des groupes économiques envisagent sans sourciller de céder des colonies, ou d'en échanger — « lâcher » les colonies d'Amérique et/ou d'Asie, obtenir les enclaves britanniques en AOF, vendre des colonies aux États-Unis, etc. — ce à quoi d'autres s'opposent ; ainsi Herriot déclare : « Les colonies sont les filles de la France, une mère ne vend pas ses enfants. » D'autres songent à associer l'Allemagne à l'œuvre coloniale, par le biais de l'« Eurafrique », concept inventé par le comte Richard Coudenhove-Kalergi (1894-1972), diplomate autrichien, devenu Tchèque après le traité de Saint-Germain ².

La métropole est très mal renseignée sur ses colonies, malgré un assez grand nombre de publications, individuelles ou collectives, comme, à la fin de la décennie l'*Histoire de la colonisation française* de Hanotaux & Martineau (1929-1933). La grande presse publie de **grands reportages**, comme ceux d'Albert Londres (1884-1932) ³ ; le cinéma s'ouvre un peu aux colonies, avec un petit 5 % de la production française, mais les grands films, *L'Atlantide*, *La Bandera*, *Pépé le*

¹ J.Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, Histoire d'un divorce*. Albin Michel, 1984, 464 p., réédition, Seuil, coll. « Points », 1989, 460 p., réédition, 2005, 644 p.

² Cf. Ch.-R.Ageron, « L'idée d'Eurafrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juillet-septembre 1975, pp. 446-475 ; Y.Montarsolo, « Construction européenne, colonisation, décolonisation. L'Eurafrique, contrepoint de l'Europe », *Historiens & Géographes*, octobre-novembre 2008, pp. 289-291.

³ P.Assouline, *Albert Londres. Vie et mort d'un grand reporter. 1884-1932*, Balland, 1989, 632 p.

Moko, Un de la Légion..., avec des rôles d'Arabes presque toujours tenus par des Européens ¹, sont de la décennie suivante. Il y a un **effort de propagande officielle**, pour « la plus grande France », les « cent millions de Français » ; le centenaire de l'Algérie française est préparé ; les programmes d'enseignement sont transformés, la « formation de l'empire colonial français » apparaissant dans les **classes d'histoire du Secondaire en 1925** (²). Des **lieux communs** coloniaux apparaissent dans la rhétorique politique, comme l'expression « provinces d'outre-mer », comme l'adage « la Méditerranée traverse la France comme la Seine travers Paris », etc. Seule la certitude d'un traitement plus élevé attire dans l'empire quelques militaires et fonctionnaires, toujours soucieux de revenir au plus vite en métropole ! Il y a néanmoins des exceptions, quelques passionnés d'aventure toujours, et, caractéristique de l'entre-deux-guerres, des amoureux du Sahara ³.

b) Nuances

Surtout, un très large public manifeste un intérêt passionné pour les grandes randonnées automobiles, en particulier **les Croisières noire (1925) et jaune (1933)**. Quotidiennement, le monde colonial tient une place accrue dans la presse et la « littérature coloniale » se développe ; les milieux catholiques connaissent l'importance de la communauté catholique, indigène, d'Indochine (deux millions de fidèles sur 23 millions d'habitants en 1939, soit un pourcentage considérable) ; **l'Exposition coloniale de Marseille, en 1922**, la deuxième après celle de 1906, connaît un réel succès qui tient en haleine le public quant à la préparation de celle de Paris en 1931, largement suivie par la presse. En réalité c'est dès 1919 qu'est envisagée une **exposition coloniale à Paris**, il est vrai nationale, en 1920 une loi prévoit une exposition coloniale interalliée en 1925, elle est reportée à 1928 puis 1929. Entretemps une nouvelle loi lui avait donné l'intitulé, définitif, d'Exposition coloniale internationale. **En 1927 Lyautey**, démis de son poste au Maroc et fort dépressif, reçoit en compensation la direction de l'exposition. Il se passionne pour cela et demande un nouveau report, à 1931 (4). Quelques groupes de pression anciens se renforcent, le Redressement français de Mercier 5 et la Ligue maritime

¹ Exemple fort célèbre, celui de Lucas Gridoux (pseudonyme de Lucas Grimberg, 1896-1952), dans le rôle de l'inspecteur Slimane de *Pépé le Moko*, après avoir joué Judas pour Julien Duvivier et s'être imposé comme le traître du cinéma français.

² Une copieuse géographie coloniale française sera introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937).

³ M.Roux, *Le désert de sable. Le Sahara dans l'imaginaire des Français (1900-1994)*, L'Harmattan, 1996, 204 p.

⁴ D.Grandsart, *Paris 1931. Revoir l'exposition coloniale*, Paris, Éditions FVW, Distribution Vilo, 2010, 263 p., *passim*.

⁵ Notice par O.Dard, dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 1211-1214, Laurence Badel, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français. 1925-1948*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999, 576 p., *passim*, et F.Monnet, *André Tardieu*

et coloniale naissent. **Cependant l'apogée du sentiment colonial, de l'idée coloniale, se situera, non pas comme il a été souvent dit au moment de l'exposition de Vincennes, mais à la Libération...**

La culture de masse des années 30 peut être symbolisée par **l'Exposition de Vincennes (1930).**

L'Exposition coloniale internationale et des pays d'outre-mer est inaugurée le 6 mai 1931 en présence du président de la République Gaston Doumergue ainsi que du maréchal Lyautey, maître d'œuvre de l'entreprise. Lorsqu'elle s'achève en novembre, six mois d'exaltation de la « plus grande France » auront définitivement fait prendre conscience aux Français que leur territoire national ne se limite pas à l'hexagone : ils auront découvert leur Empire colonial. L'heure est à la glorification des colonies. Le centenaire de l'Algérie en 1930 y contribue grandement, préparant le débordement de festivités de l'année suivante.

Les grands desseins urbanistiques de Lyautey se limitent finalement au prolongement de la ligne 8 du métro jusqu'à Vincennes, en banlieue. À Vincennes, les différents pavillons s'égrènent le long de la Grande Avenue des colonies françaises : le « clou » est la reconstitution du temple khmer d'Angkor Vat, suivi en grandeur imposante de la mosquée de Djenné et du pavillon du Maroc. Les croix de mission soulignent le rôle des religieux missionnaires dans l'entreprise colonisatrice. Aux quartiers français succèdent les sections étrangères où de nombreux pays sont représentés — Italie, Pays-Bas, Portugal, Danemark et même États-Unis — mais où l'absence de l'Espagne et surtout de la Grande-Bretagne est regrettée. L'Exposition se conçoit comme une vaste scénographie vivante dans laquelle la présence des indigènes — des Doudous martiniquaises aux troupes de théâtre cochinchinoises — est indispensable à la crédibilité du spectacle.

Un franc succès populaire couronne l'entreprise. L'image de l'Empire, dont s'empare alors le cinéma avec quelques grandes productions comme *Pépé le Moko* et *La Bandera*, se transforme complètement : d'un univers hostile et de dégradation morale, l'Empire est rêvé, idéalisé en terre d'aventures et de sensualité. Pourtant, certains s'opposent à cette image fallacieuse.

- **groupes de pression** étudiés plus haut se renforcent, sauf les Soc. de Géo.
- **naissance du Redressement français et de la Ligue maritime et coloniale**
- avec la montée des périls ext. se fait jour l'**idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes** (et d'ailleurs les pacifistes se font anticolo.)
- importance des lieux communs colo. dans la rhétorique politique : les "provinces d'outre-mer", "la Méditerranée traverse la France comme la Seine travers Paris", etc.
- en fait, c'est **après la Libération**, et non en 1931, c. il est accoutumé de le dire, que se situe en Fr. **l'apogée de l'idée colo.**

c) La légitimité du lien colonial

et la rénovation de la République, thèse, Genève, 1990, 507 p., pp. 77 & suiv. Aussi M.Lévy-Leboyer & H.Morsel, tome II de *l'Histoire de l'électricité en France*, Fayard, 1995, 1 438 p., *passim*.

Des Français se demandent si le lien colonial est légitime. Une très abondante **littérature de dénonciation des abus du colonialisme** est publiée en France dans l'entre-deux-guerres. Les deux plus grands ouvrages sont ceux d'**André Gide (1869-1951), *Voyage au Congo (1926) et Retour au Tchad***¹. Sont notables les rôles d'intellectuels — comme le professeur de philosophie **Félicien Challaye (1875-1967)**, condamnant radicalement le système colonial², comme, aussi, la journaliste **Andrée Viollis**³ — , d'associations comme la Ligue contre l'Oppression coloniale et l'Impérialisme, internationale, fondée à Bruxelles en 1927 et présidée par Albert Einstein (1879-1955). Le poids des intellectuels est renforcé par l'ambiguïté de la position des partis politiques de gauche, comme le parti communiste.

Mais, globalement, la légitimité du lien colonial n'est guère remise en cause dans la grande opinion publique. Les méfaits de la colonisation sont vus comme le fait d'hommes ou de gouvernements particuliers, la colonisation n'est pas un mal en soi... Avec la montée des périls extérieurs se fait jour l'idée que seul l'Empire permettrait d'équilibrer le dynamisme des États fascistes (d'ailleurs les pacifistes se font anticolonialistes) et la Libération verra l'apogée du sentiment colonial chez les Français, bien tard. **Les sondages sont éloquents** : en février 1939, 53 % des Français estiment que « l'Empire, c'est la France » (43 % d'avis contraires), en septembre 1945, 63 % des Français croiront que l'Indochine est et restera française (12 % d'avis contraires seulement !). En 1939, à la question de savoir si l'on estime « aussi pénible de voir céder un morceau de notre empire colonial qu'un morceau du territoire de la France », on enregistrait certes 53 % de oui, mais 43 % de non ; en avril 1946, 63 % des Français veulent donner à tous les colonisés la citoyenneté française (22 % d'avis contraires), ce qui montrent bien la vogue, tardive, de l'assimilation !

d) La bonne conscience coloniale

La mission civilisatrice et humanitaire des Européens est exaltée. Il n'y a guère chez les métropolitains de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale : la colonisation est légitime, elle unifie les nations, la notion de « trésor commun de l'humanité » se répand, on insiste sur la mise en valeur et la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation. **Kipling est souvent**

¹ Les deux ouvrages sont publiés chez Gallimard (249 et 252 p.) et sous-titrés *Carnets de route*. Ils ont été traduits en plusieurs langues et plusieurs fois réédités.

² J.Beausoleil & P.Ory dir., *Albert Kahn, 1860-1940. Réalités d'une utopie*, Boulogne, Musée Albert Kahn, 1995, 407 p., pp. 157-167, et J.-F.Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Thèse, Fayard, 1988, 721 p., réédition, PUF, coll. « Quadrige », 1994, 720 p., pp. 456-457. Notices dans N.Broc, *Dictionnaire illustré des explorateurs français du XIXe siècle*, CTHS, 1988-1999, 4 vol.

³ Pseudonyme de Françoise-Caroline Claudius Jacquet de la Verrrière, 1870-1950.

rappelé, Albert Sarraut (1872-1962) titre en 1931 son ouvrage *Grandeur et Servitude coloniales*¹, et Hubert Lyautey (1854-1934) déclare en 1931 : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert ».

Les voix anticoloniales sont très minoritaires : les aspirations nationales sont d'ailleurs niées et de nombreuses formules montrent un aveuglement total. Albert Sarraut dit, toujours en 1931 : « Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance », le Haut-Commissaire britannique en Égypte s'exclame en 1933 : « la bonne administration est leur (*sic*) seul désir et leur seul intérêt ». Le mépris pour les chefs nationalistes est évident : Churchill qualifie ainsi Gandhi de « fakir à demi nu » ! **Dans l'entre-deux-guerres se développe l'idée de l'« évidence » de l'« anarchie » que serait l'indépendance.** Alain, philosophe radical, prédit, en cas d'abandon « que la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone. »

En conséquence, perdre l'ignorance intellectuelle vis-à-vis des grandes civilisations, tandis que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les touristes véhiculant les clichés. Bien sûr, **l'exotisme colonial** est porté aux nues, dans la littérature — Joseph Peyré, *L'Escadron blanc*, 1931 — , la BD — Hergé, *Tintin au Congo*, 1931 : dans l'édition originale, Tintin fait une leçon de géographie sur la Belgique, remplacée par du calcul en 1947 ! — , la chanson — *Mon légionnaire* — , le cinéma — *Les Lanciers du Bengale*, Jacques Feyder, *Le Grand Jeu*, 1931, Julien Duvivier, *La Bandera*, 1935, Christian-Jacque, *Un de la Légion*, 1936, Jean-Paul Paulin, *Trois de Saint-Cyr*, 1939, Jean d'Esme, *Les sentinelles de l'Empire*, 1939 — , les expositions — Exposition coloniale de Paris-Vincennes en 1931 — , le roman policier, témoin Agatha Christie (1890-1976).

Il n'y a pas dans les métropoles, globalement, de remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale. La colonisation est légitime, développe Albert Sarraut (voir biographie ci-après). De plus, la notion de « trésor commun de l'humanité » justifie tout ! L'Européen a une mission civilisatrice et humanitaire, *cf.* Kipling et aussi le livre d'Albert Sarraut en 1931 : *Grandeur et Servitude coloniales*², placé sous le patronage de l'écrivain américain raciste et eugéniste Theodore Lothrop Stoddard³, **ou encore Lyautey en 1931 au moment de l'Exposition coloniale de Vincennes** : « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs

¹ Éditions du Sagittaire, 288 p., une réédition est parue en 2012 chez L'Harmattan (198 p.).

² Éditions du Sagittaire, 1931, 288 p., réédition, L'Harmattan, 2012, 198 p.

³ 1883-1950. Le livre de Stoddard était paru aux États-Unis en 1921, sa traduction française sort en 1925 chez Payot sous le titre *Le Flot montant des peuples de couleurs contre la suprématie mondiale des blancs*, 281 p. Il a été réédité en 2014 (L'Homme libre, 297 p.).

farouches de la savane ou du désert ». La colonisation unifie les nations, dit encore Albert Sarraut... La Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation, c'est net chez Albert Sarraut. Les voix anticoloniales sont très minoritaires : on bute donc sur la notion de « fait colonial » et on insiste sur la mise en valeur. Les aspirations nationales sont d'ailleurs niées. Enfin, notons que la facilité du tourisme à longue distance multiplie les flots de touristes véhiculant les clichés ci-dessus...

Chez tous, dirigeants, opinion publique et groupes, domine, comme dans le reste du monde européen, **une bonne conscience coloniale**, sans remise en cause du bien-fondé de la domination coloniale. L'habitude s'est prise de dire qu' « on a beaucoup fait pour l'indigène », on insiste sur la « mise en valeur », on parle de « fait colonial », acquis, pour le plus grand bien du colonisé, qui accède ainsi à la Civilisation, et la colonisation unifierait les nations ! De plus, la Première Guerre mondiale a accru la justification de la colonisation... Comme ailleurs en Europe les voix anticoloniales sont très minoritaires (on a vu plus haut André Gide). Mais Lyautey ne cesse de mettre en garde contre le penchant français à l'administration directe. Bien sûr, les aspirations nationales sont niées et de nombreuses formules montrent à cet égard l'aveuglement : Albert Sarraut déclare en 1931 que « Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent ont peur de l'indépendance. » Partout domine l'idée de la pseudo évidence de l' « anarchie que serait l'indépendance ; **Alain, qui passe pour un philosophe radical**, prédit, en cas d' « abandon » que « la simple et aveugle coutume établira partout, si nous laissons faire, un régime de crasse, de négligence et de fanatisme, sans compter la force nue, qui passera comme le cyclone. » L'opinion publique, qui ignore à peu près tout des troubles relatifs aux colonies, pense que ces dernières sont d'une fidélité à toute épreuve. Nulle surprise de constater le soin que met l'État républicain à améliorer le recrutement de l'**École coloniale**, créée, rappelons-le, en 1889 : en 1927 des **classes préparatoires spéciales** sont instituées pour préparer au concours d'entrée. Elles accueillent un nombre croissant d'élèves. Il s'agit de fournir des étudiants jeunes, brillants et de bonnes familles (classes de Louis le Grand et Henri IV, où Georges Pompidou enseigna) ou emblématiques de la méritocratie républicaine (classe de Chaptal). L'État avait déjà, cinq ans plus tôt, créé une nouvelle Académie, celles des Sciences coloniales (*sic*).

e) Les conséquences globales

Cependant, ces certitudes s'accompagnent d'**une grave absence de doctrine coloniale véritable** (entendons pour ou contre la colonisation) dans la

plupart des partis, même à gauche, et le phénomène se nourrit lui-même. Corollaire, la **parcimonie budgétaire française**, caractéristique : l'empire colonial représente 1 à 2 % du budget, seulement, et la tradition républicaine veut que les colonies se suffisent à elles-mêmes... Hors du budget étatique, les investissements privés métropolitains dans l'outre-mer sont faibles. Seuls le Maroc — où Lyautey déploie une activité considérable et réussit à attirer l'attention grâce à une propagande intelligente — et l'Indochine voient affluer les capitaux français. **L'impérialisme colonial français est d' « organisation » et non d' « expansion »** : l'administration locale est omnipotente et l'idée d'autarcie impériale domine. L'impérialisme est d'organisation, cependant l'acte de naissance officiel de l'Empire n'est jamais vraiment signé : la France a un empire colonial, mais elle n'est pas prête à être un Empire, c'est la remarque amusée (?) de Charles-Robert Ageron (1923-2008). **Il ne sera plus question d' « Empire » après la déclaration de guerre de septembre 1939, mieux vaudra célébrer l'unité et la fidélité de l'Empire, et prétendre que l'Empire a été réalisé de fait par la guerre !**

Un personnage commence une longue carrière, il s'agit de **Georges Mauco** (1899-1988), chantre de la politique nataliste dans les années 30 et, en même temps, thuriféraire **d'une vision sélective du racisme colonial à la française**. Laisser immigrer en France les Kabyles est d'après lui bien préférable à l' « importation » de « nègres » et d'Indochinois ; mais toutes les populations coloniales font courir à la métropole les risques de la syphilis, de la tuberculose et de la criminalité. Il devient en 1935 secrétaire du Comité d'études sur les étrangers, en 1938 secrétaire de l'Union internationale pour l'étude scientifique des problèmes de population et, en même temps, membre du cabinet de Philippe Serre (1901-1991), sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil en charge de l'immigration et des étrangers (gouvernement Chautemps et non Léon Blum : Mauco est bien entendu antisémite). Mauco est soutenu par l'historien Louis Chevalier (1911-2001), par Alfred Sauvy (1898-1990) et Robert Debré (1882-1978), par le gouverneur colonial Hubert Deschamps (1900-1979) ; **il entrera au PPF, sera à Vichy, sera néanmoins blanchi par de Gaulle et se verra à la Libération confié un Haut Comité de la Population et de la Famille, poste qu'il conservera jusqu'en... 1970, recyclant à tout va ses publications d'avant-guerre et proposant avec succès une politique très restrictive et « éthique », avec des quotas en fonction de la « désidérabilité » des diverses origines et un contrôle tatillon tous azimuts de l'immigré (santé, logement, physique, mental, etc.).**

Une copieuse géographie coloniale française est introduite dans l'enseignement primaire (1938) et secondaire (1937). Surtout, l'Exposition coloniale de 1931 à Paris (Porte Dorée, alors Porte de Picpus, et bois de Vincennes) est un

beau succès. Elle avait été précédée de plusieurs expositions à la Belle Époque et de trois dans les années 20 — Marseille à nouveau en 1922, Strasbourg en 1924 et La Rochelle en 1927 — elle a le statut d'Exposition coloniale internationale, elle est organisée par Lyautey, maurassien ravi d'agir, de construire et de pénétrer un milieu banlieusard populaire, voire communiste, accueille un grand nombre de visiteurs — huit millions, dont une moitié de Parisiens ¹ — , séduits par l'ampleur et la modernité relative de l'effort urbanistique et pédagogique — malgré le racisme vident et les « zoos humains » — et elle contribue à créer une plus vive curiosité pour l'Empire (terme officieux), mais **le phénomène a été passager** : il n'a pas atteint les mentalités en profondeur. La gauche française critiqua l'Exposition et les communistes, sur injonction de l'Internationale, organisèrent même une Exposition anti-impérialiste, qui n'eut guère de succès (5 000 entrées). De plus, l'exposition s'est tenue à deux mauvais moments, la crise économique et la féroce répression d'un soulèvement en Annam ²...

Carte empire britannique 1930

Carte empire français 1930

¹ Il avait été vendu 33 millions de tickets, certains visiteurs venant plusieurs fois, mais des naïfs conclurent à 33 millions de visiteurs, bétise répétée souventes fois jusqu'à présent !

² D.Grandsart, *Paris 1931. Revoir l'exposition coloniale*, Paris, Éditions FVW, Distribution Vilo, 2010, 263 p. ; Ch.-R.Ageron, « L'Exposition coloniale de 1931 », dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., I,1, pp. 561-593, et notice dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 428-430 ; S.Ageorges, *Sur les traces des Expositions universelles de Paris, 1855-1937. À la recherche des pavillons et des monuments oubliés*, Parigramme, 2006, 187 p., pp. 145-161.

III. UNE EVOLUTION REELLE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

La crise française vaut-elle pour l'extérieur, colonisation et politique étrangère, en ces temps de crises internationales ? **La crise coloniale est évidente et précoce** : elle se produit, en Indochine, au moment de la célébration du centenaire de l'Algérie française en 1930, avant même l'Exposition coloniale internationale de Paris-Vincennes en 1931, bon symbole du triomphalisme colonial. On pourrait d'ailleurs ajouter que si Albert Sarraut (1872-1962) titre en 1931 son ouvrage *Grandeur et Servitude coloniales*¹, et si Hubert Lyautey (1854-1934) déclare à l'occasion de l'Exposition « Coloniser, c'est gagner à la douceur humaine les cœurs farouches de la savane ou du désert », son expression de « cœurs farouches » est d'actualité. En effet les **débuts du nationalisme colonial** se manifestent, et alors même que l'Empire colonial tient une place relative de plus en plus importante dans les échanges extérieurs français, comme la bien montré l'historien Jacques Marseille (1945-2010)².

Des **facteurs extérieurs** font évoluer l'empire colonial français : le wilsonisme, l'arabisme, les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et de l'Internationale communiste, l'anticolonialisme de la SFIO et, surtout, du PCF. En conséquence, après un retour sur les colonies françaises et la Première Guerre mondiale, nous verrons d'abord les prémices d'une ère nouvelle dans l'histoire coloniale mondiale, nous donnant le cadre général, puis nous verrons ensuite successivement l'attitude de la nation et des Français face aux colonies, l'économie et la société des colonies françaises, et enfin les nationalismes dans les colonies françaises.

1°) Dans le domaine démographique

Dans le monde les métropoles ont accompli ce que les spécialistes appellent leur « révolution démographique » par baisse de la mortalité. Les Outre-mers connaissent une évolution très sensible : **l'Institut Pasteur (par exemple) et les hôpitaux accomplissent une œuvre considérable**, par la victoire sur les affections endémiques — choléra, variole, peste, lèpre et malaria (cependant certaines maladies, comme la tuberculose, progressent) — et aussi succès dans la lutte contre l'alcoolisme. L'hygiène moderne progresse — un peu — aux colonies, mais la « lutte contre l'hyperthermie » concerne l'homme blanc³ ! Les résultats démographiques dans les colonies ce sont un taux de natalité toujours élevé, les

¹ Éditions du Sagittaire, 288 p., une réédition est parue en 2012 chez L'Harmattan (198 p.).

² J.Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984, 464 p. (Thèse), réédition, Seuil, coll. « Points », 1989, 460 p., réédition, 2005, 644 p.

³ O.Le Cour Grandmaison, *L'Empire des hygiénistes. Vivre aux colonies*, Fayard, 2014, 361 p., *passim*, surtout pp. 126 & suiv.

progrès de la médecine et de l'hygiène et un **excédent naturel augmenté**. La natalité est encouragée par le colonisateur : le mot d'ordre est de « faire du noir » (*sic*) dans l'entre-deux-guerres, par peur de la faible densité. Il se produit donc une **explosion démographique** : la population musulmane d'Algérie passe de 4,9 millions d'habitants en 1925 à 6,2 millions d'habitants en 1936 ; celle de la Tunisie passe de 1,8 millions d'habitants en 1921 à 2,3 millions d'habitants en 1936 ; la population de Madagascar (Malagasy) de 3,3 millions d'habitants en 1913 à plus de 4 millions d'habitants en 1941. Dans les années 30, l'empire colonial français s'accroît de 6 millions d'habitants (de 64 millions à 70 millions). De surcroît il y a dans les colonies **extension rapide de l'urbanisation**, avec bidonvilles, etc. Comparaison simple : en 1939, l'Inde compte autant de citoyens que le Royaume-Uni (33 millions) ! Les conséquences ne sont pas minces, car les sociétés urbaines sont plus rebelles à la colonisation que les sociétés rurales traditionnelles.

Les colonies françaises connaissent la **révolution démographique**, comme toutes les autres. Il y a 69 millions d'habitants en 1936 dans l'empire colonial français, ce qui donne une sorte de total de plus de cent millions avec la métropole, ce dont la propagande se gargarise. Trois causes principales à l'accroissement numérique : la paix intérieure, le développement économique des années 20 et la lutte contre la maladie. **La natalité reste très forte, alors que la mortalité est en recul** (l'empire français accomplit une véritable révolution démographique). **L'excédent naturel est donc augmenté** (exemple : 0,5 % en 1921-1926 en Algérie, 2,2 % en 1931-1936 !). **La population afflue dans les villes où des bidonvilles se forment. Les plus importantes villes sont Casablanca, Tananarive, Alger et Dakar. Les territoires les plus peuplés sont l'Indochine (23 millions d'habitants en 1936), le Maghreb (16), l'Afrique occidentale française, AOF (14,7), Madagascar (3,7) et l'Afrique équatoriale française, AEF (3,4).** Ce n'est toujours pas un empire de peuplement, car le nombre des Européens est faible, et en faible accroissement. La cause essentielle est qu'il s'agit d'un **empire colonial bâti au moment de l'affaiblissement de la croissance démographique métropolitaine**. En Indochine, par exemple, il n'y a que 42 000 Européens en 1936, dont 10 000 métis ¹, 10 000 militaires et 4 000 fonctionnaires. En Algérie même ², où le peuplement européen est le plus important de l'empire colonial français, l'immigration

¹ Sur les métis, qui continuent à être méprisés et considérés comme des « objets » de scandale, au nom de la conservation des « qualités » de la « race blanche », lire E.Saada, *Les enfants de la colonie. Les métis de l'Empire français entre sujétion et citoyenneté*, La Découverte, 2007, 335 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2008, p. 389. La littérature coloniale accorde une grande place au « problème » du métissage, cf. les romans à succès de Clotilde Chivas-Baron (1876-1956), dont le titre le plus célèbre, *La femme française aux colonies* (Larose, 1929), a été réédité en 2009 chez L'Harmattan.

² Un ouvrage canonique à bien connaître : Ch.-A.Julien & Ch.-R.Ageron, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome II, De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954), PUF, 1979, 648 p.

d'origine métropolitaine se ralentit et si la population européenne passe de 700 000 à 960 000 habitants (sur 7,2 millions), c'est surtout grâce à l'accroissement naturel. En Tunisie on passe de 150 000 à 213 000 Européens (dont beaucoup d'Italiens). **Le Maroc est le seul cas de très net accroissement (mais il est très particulier)** : 29 000 en 1913, 78 000 en 1921, 236 000 en 1936, 295 000 en 1947. L'explication est double : il y a beaucoup d'Espagnols ; la fascination exercée par le Maroc sur les imaginations françaises. Dans tout le reste de l'empire il n'y a que de 80 000 à 110 000 Européens environ. On remarque donc l'énorme poids du Maghreb.

2°) L'économie impériale, la crise de 1929 et les colonies

En Afrique subsaharienne et à Madagascar il y eut toute une **politique de mise en valeur de l'Empire**, notamment le **plan Sarraut**, lancé en avril 1921 : Albert Sarraut (1872-1962) était ministre des Colonies. Il s'agissait d'un ensemble de grands travaux d'infrastructures, financés par les réparations allemandes. Il ne fut que très partiellement appliqué, en particulier les liaisons entre colonies demeurèrent à l'état de projet, notamment le chemin de fer transsaharien, un vieux fantasme, mais avec quelques débuts de réalisation, très tardifs ¹. Il apparut quand même une « route mandarine » de Saïgon à Hanoi ; et même des liaisons aériennes entre la France, le Maroc et l'A.O.F., dès le début des années 1920.

Depuis longtemps, **l'économie des pays colonisés est orientée vers la satisfaction des besoins des métropoles**, par exemple en phosphates du Maroc et en caoutchouc d'Indochine. Les conséquences sont la **sensibilité aux prix mondiaux et la dépendance économique**. En échange de leurs matières premières, les colonies françaises absorbent des produits fabriqués européens, et, bien sûr, la France, comme toutes les métropoles, freine leur industrialisation. Les années 20 voient une expansion économique dans les empires coloniaux, le français en particulier. **Mais l'équipement des colonies est peu fait par les métropoles et la France n'échappe pas à la règle**. Par exemple la loi française de 1900, toujours en vigueur, érige en règle que la métropole ne paie que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

La récession des années 30 aggrave cette dépendance, à cause de la baisse des cours mondiaux des matières premières et du repli de la métropole sur l'empire (ainsi, 45 % des capitaux investis en 1939 contre 10 % en 1914 !). Les grandes sociétés (par exemple, Paribas et Rothschild au Maroc) se taillent la part du lion. La crise accélère l'adoption des idées modernistes lancées dès le temps de Sarraut par la plupart des praticiens de la colonisation. Revenons sur le

¹ B.Carrière, « Le transsaharien », *Acta Geografica*, n° 74, pp. 23-39.

resserrement des liens avec la métropole. Il est conforme à un idéal d'autarcie, exprimé par Albert Sarraut — ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies — en 1925. À la suite de la Crise, la France se replie économiquement sur son empire. **En 1913 celui-ci représentait 12 % du commerce français (une part beaucoup plus forte dans les exportations que dans les importations), 16 % en 1929, en 1938 on en est à 27 %,** avec un renversement de la répartition exportations-importations. L'empire est alors le premier partenaire de la France, et même l'Algérie considérée toute seule, car l'Afrique du Nord représente à peu près la moitié du commerce extérieur français.

Le repli protectionniste sur l'Empire s'accroît dans les années 30 ; il apparut à la Chambre un véritable « lobby autarchique », qui se réfère à Colbert et à Méline. En 1935, l'Empire colonial absorbait 32 % des exportations françaises, contre 20 % en 1929. Pourtant les exportations vers l'Empire n'augmentèrent que de 0,1% ; c'était qu'avec le reste du monde elles s'effondraient. Cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. En 1934-1935, une véritable économie « impériale » est mise sur pied, un Crédit colonial aidant les grandes entreprises, en prenant le relais des banques privées. En 1936, la piastre indochinoise est alignée sur le franc, une piastre valant 10 francs.

Dans la ligne de la « mystique coloniale », le terme de « colonies » est remplacé en 1935 par « France d'Outre-Mer »¹ et naissent des organismes dits « impériaux ». La Conférence nord-africaine (1932-1933) associe à de hauts dirigeants métropolitains le Gouverneur général d'Algérie et les résidents généraux du Maroc et de Tunisie. Le Haut Comité de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord (1935) regroupe les mêmes, le président du Conseil, les quatre ministres concernés et les Hauts Commissaires de Syrie et du Liban. Il y a également une Conférence du Commerce colonial (1933) et une Conférence économique de la France métropolitaine et d'Outre-Mer (1934-1935), mais pas l'équivalent des assises périodiques de l'Empire britannique, qui se tenaient régulièrement depuis 1887.

Derrière l'apparent immobilisme de l'empire colonial français, une évolution se dessine, évolution profonde et cachée qui engage l'avenir plus qu'elle ne modifie le présent. Et l'on s'explique mal l'échec des tentatives de réforme. L'essentiel ? **Les années 20 voient une expansion économique dans l'empire français, comme dans tous les empires coloniaux.** Toutefois les progrès

¹ C'est peut-être le legs, rapide, de la création de la revue *Outre-Mer. Revue générale de colonisation*, fondée en 1929 par Georges Hardy (1884-1972), directeur de l'École coloniale. Sur Hardy : Y.Potin & J.-F.Sirinelli dir., *Généralisations historiennes. XIXe-XXIe siècle*, CNRS, 2019, 800 p., *passim*, notamment dans la contribution de Pierre Singaravélou.

économiques sont très inégaux. Depuis longtemps, l'économie des pays colonisés était orientée vers la satisfaction des besoins des métropoles et la France métropolitaine s'est habituée à la Belle Époque à se fournir en caoutchouc en Indochine et en phosphates au Maroc. En échange de leurs matières premières les colonies, dépendantes et rendues, après la guerre, sensibles aux prix mondiaux, absorbent des produits fabriqués métropolitains et la France, comme tous les pays colonisateurs, freine l'industrialisation de ses colonies : l'empire colonial français n'a pas son Inde. Autre élément de base, l'équipement des colonies françaises est peu fait par la métropole car celle-ci ne paie, en fonction de la loi de 1900, que l'administration et l'armée, le reste étant financé sur place par l'impôt.

Le poids des colonies, tout au moins hormis les trois pays d'Afrique du nord, dans l'économie métropolitaine et dans le budget de l'État est minime : 1/60 encore en 1938 ! Cependant les milieux politiques français ont une vision **exactement inverse**. Même Doriot, alors communiste, dit en 1928, pour souligner l'exploitation capitaliste, que « sans les colonies, le pays serait vraisemblablement en état de faillite » ! Toutefois les liens avec la métropole se resserrent dans les années 20 — la part des colonies dans le commerce extérieur français passe de 12 % en 1913 à 16 % en 1929 (avec toujours une supériorité des exportations de la métropole sur les importations) — et l'idéal d'autarcie est exprimé par Albert Sarraut, ancien gouverneur général d'Indochine devenu ministre des Colonies, en 1925 ; cette autarcie impériale profite beaucoup aux colonies, qui vendent à la métropole leurs marchandises plus cher qu'aux cours mondiaux. **À la suite de la Crise la France se repliera économiquement sur son empire, le pourcentage passant à 27 %, avec un renversement de la répartition entre les exportations et les importations.**

3°) Les évolutions internes

Une évolution intellectuelle d'ensemble se dessine aux colonies dans l'entre-deux-guerres. La **scolarisation progresse partout**, mais n'atteint qu'une partie de la population d'âge scolaire. En Algérie, en 1938, 100 000 enfants, dont 17 000 filles, sont scolarisés dans des écoles créées par la France ; le taux de scolarisation indigène est passé de 5 à 10 %. En Afrique subsaharienne, le taux est resté au niveau de 5 % en Côte d'Ivoire (4 millions d'habitants), il n'y a que 10 000 élèves, dans les écoles de missionnaires le plus souvent. Ce type de scolarisation permet de dégager des élites professionnelles attachées à la culture française, de former les premiers instituteurs, notamment dans la fameuse **École normale William Ponty fondée à Dakar en 1937**. Mais la scolarisation est très faible dans le secondaire et le supérieur et forme de pseudo-élites indigènes, limitées au

certificat d'études primaires mais se croyant capables d'exercer un métier « noble » : ces adolescents désertent les villages pour les villes, les métiers des pères pour des emplois hypothétiques. Cette piètre œuvre contraste avec

Dans certaines colonies, le progrès économique est fort, il est, alors, le fait de puissantes sociétés. C'est le cas de l'Indochine, pour ce qui concerne les houillères du Tonkin (qui produisent près de deux millions de tonnes de charbon) et des plantations d'hévéa (caoutchouc) de l'Annam et du Cambodge. Mais la crise de 1929 sera particulièrement grave en Indochine. Le Maroc est la terre d'élection de l'entreprise capitaliste coloniale, dans les mines de Zellidja et de Bou Arfa, dans les gisements de phosphates et dans le capital de la Banque chérifienne, où la France — la Banque de Paris et des Pays-Bas, et non l'État ! — a absorbé en 1919 les parts allemandes, autrichiennes et russes ¹. Mais le plus souvent le modernisme et le progrès ne sont le fait que de colons isolés ou de petites compagnies sans grands moyens financiers et techniques, qui essaient une mise en valeur limitée dans le temps et l'espace, ainsi dans les « périmètres irrigués » d'Algérie, où un programme de barrages est lancé en 1920, mais très incomplètement réalisé en superficie (au 1/3 en 1945 !) et en qualité, les terres irriguées étant accaparées par les plus gros propriétaires. Partout le réseau ferré construit dans l'entre-deux-guerres est médiocre ; la seule réalisation notable est le chemin de fer Dakar-Bamako (1923). Les désastres humains peuvent être effroyables (20 000 morts par la construction du Congo-Océan construit par la Société de construction des Batignolles ² !); le Transgabonais est abandonné ; le mythe du Transsaharien continue son bonhomme de sable, il est en fait supplanté par les transports routiers. C'est au Maroc que les infrastructures de commerce et de transports sont les plus développées, mais l'Indochine est dotée d'un embryon de réseau ferré et des infrastructures portuaires dotent Madagascar.

c) Les autres disparités

D'autres disparités sont sensibles, en particulier **les énormes divergences dans les revenus**. L'exemple indochinois de 1931 est clair : le revenu moyen d'un Européen non fonctionnaire (il y en a 16 000) est d'environ 5 000 piastres, celui d'un « indigène » (il y en a 9,6 millions) est de... 49 piastres ! **Le niveau de vie moyen s'est aggravé partout aux colonies pour trois raisons**, dont la première est la perte de terres cultivables au profit des gros colons, qui y font des

¹ En 1931, la France rachètera les parts anglaises...

² Deux thèses : Rang-Ri Park-Barjot, *La Société de construction des Batignolles. Des origines à la Première Guerre mondiale, 1846-1914*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2005, 542 p. et Anne Burnel, *La Société de construction des Batignolles de 1914 à 1939. Histoire d'un déclin*, Genève-Paris, Droz, 1995, 362 p. (pp. 169-199 pour le Congo-Océan). La Société avait été fondée en 1846 par Ernest Gouin (1815-1885).

cultures spéculatives, au détriment des cultures vivrières, les deux cas emblématiques étant celui du vignoble d'Algérie et celui des moutons de la même colonie, deux fois moins nombreux en 1939 qu'en 1914. Les deux autres raisons sont l'accroissement de la fiscalité et la pression démographique. Revenons sur la **distinction, évoquée partiellement à l'instant, entre gros colons européens, petits colons et indigènes** ; elle est classique, mais dans de nombreux cas, les petits colons tendent à reculer, c'est le cas en Algérie, où beaucoup quittent la terre, renforçant la catégorie des gros colons (dans certains cas, minoritaires) et la population urbaine (plus sûrement). **La petite colonisation périclité encore plus nettement à Madagascar.** Quant à la lourdeur des impôts, l'Indochine offre une caricature : l'indigène y doit à peu près un mois de travail pour payer ses impôts directs plus des impôts indirects, avec une consommation minimale de sept litres d'alcool par an ! Dans plusieurs circulaires administratives, on trouve des phrases de ce genre : « Les villages qui auront consommé beaucoup seront récompensés, ceux qui auront consommé ou vendu peu seront punis »...

4°) L'évolution juridique et politique

En matière d'évolution juridique et politique, c'est aussi la faiblesse : quelques aménagements de détail modifient parfois le statut de telle ou telle colonie mais on est loin du programme envisagé, ici aussi, par Albert Sarraut.

a) La loi de 1919 pour l'Algérie

Une loi est votée pour l'Algérie, au lendemain de la guerre, en 1919. Désormais, les indigènes peuvent accéder à la citoyenneté française, mais sous de très nombreuses conditions, ce qui donne un corps électoral de 421 000 électeurs « musulmans » pour les élections municipales, et seulement elles. Jusqu'en 1940, l'Algérie n'est représentée à Paris que par 6, puis 9, puis 10, députés et par trois sénateurs, élus par les seuls citoyens (Français d'Algérie et naturalisés). En Tunisie, en 1930, et avec la bénédiction de la République laïque, il se tint « à Carthage », c'est-à-dire à Tunis, un grand congrès eucharistique destiné à célébrer le premier siècle de la reconquête chrétienne de l'Afrique du Nord : on fit défiler en anges ou en croisés les enfants des Missions... à peu près tous juifs ou musulmans bien entendu. Le cas du Maroc a été vu plus haut.

b) Des assemblées locales

En dehors de l'Algérie, des assemblées locales apparaissent un peu partout et se juxtaposent aux fonctionnaires d'autorité, mais elles sont dépourvues de toute représentativité réelle. Elles mêlent à quelques notables indigènes,

soigneusement triés par l'administration, des représentants des Français résidant dans la colonie. En Indochine, par exemple, le **Grand Conseil des Intérêts économiques et financiers** (créé en 1928) est formé de 38 Français et de 28 indigènes. Lorsque les délégués sont élus — c'est le cas au Conseil colonial sénégalais — c'est au suffrage restreint. Dans toutes les colonies on trouve, en outre, des **délégations financières, des conseils municipaux, des conseils généraux**, etc. Toutes ces assemblées, les anciennes et les nouvelles, n'ont qu'un rôle consultatif.

c) Les autres transformations

Les autres transformations sont peu nombreuses : la nécessité de rendre compte chaque année de la gestion des mandats sur la Syrie, le Liban, le Togo et le Cameroun, le souci plus grand de l'administration coloniale (d'organisation inchangée) d'améliorer la santé et l'instruction publiques et l'organisation d'une nouvelle colonie, la Mauritanie, en 1920, une « Cendrillon » coloniale dont le gouverneur réside à... Saint-Louis-du-Sénégal (une véritable capitale, Nouakchott, sera fondée seulement en 1957, à la veille de l'indépendance de la Mauritanie).

6°) Les revendications d'autres pays

Si l'Allemagne nazie réclame le retour des anciennes colonies allemandes et suscite un renouveau de l'idée d'Eurafrique, l'Italie est plus précoce et plus précise. Depuis la Première Guerre mondiale, elle est insatisfaite : la convention de Londres (1915) n'a pas été respectée et la victoire est « mutilée » ; il y a eu seulement en 1919 un léger agrandissement de la Libye au détriment de l'Algérie et le statut particulier des Italiens de Tunisie a été confirmé ¹. À noter que la Grande-Bretagne cède aussi des territoires égyptiens et somaliens. **Mais l'Italie se déclare toujours insatisfaite, jusqu'aux accords Laval-Mussolini** du 7 janvier 1935 : une nouvelle bande (d'Aozou) de territoire au profit de la Libye, un petit territoire somalien au profit de l'Érythrée, mais cette concession n'a que d'éphémères conséquences. **L'Italie fasciste lance le 30 novembre 1938 une campagne de revendications sur Djibouti (l'Éthiopie est alors conquise) et la Tunisie, où les Italiens forment un groupe très homogène et nombreux.**

7°) La brusque apparition du « sport colonial »

Déjà, Pierre de Coubertin avait été l'un des premiers à prôner la rencontre du colonisateur et du colonisé sur les terrains de sport. Dès 1912, il

¹ La Grande-Bretagne cède aussi des territoires, égyptiens et somaliens.

encourageait les coloniaux à se mesurer avec leurs sujets afin de les rendre plus dociles. **L'État républicain français tenta, dès les lendemains de la Première Guerre mondiale, une utilisation coloniale du sport**, dans le cadre d'un empire colonial qui n'avait toujours pas d'appellation officielle et qui était un agrégat de situations légales, dont le ciment était la vieille aspiration à l'assimilation, revivifiée par les conséquences démographiques de la Grande Guerre sur la métropole. Le cadre choisi fut celui de l'ensemble territorial qui, dans cette optique présentait le plus d'unité, tout au moins au niveau mythique, **l'Afrique occidentale française (AOF)**¹. Une dépêche du ministère de la Guerre, datée du 20 septembre 1922, prescrivit de développer les activités physiques en Afrique occidentale française (AOF). **Deux formes furent initialement envisagées : d'une part des équipes sportives mixtes et d'autre part des confrontations entre équipes métropolitaines et équipes d'AOF.** Des athlètes d'élite découverts souvent par hasard intégrèrent des équipes métropolitaines, voire l'équipe de France. Ce fut le cas de **Raoul Diagne (1910-2002)**, fils du sous-secrétaire d'État aux Colonies et député Blaise Diagne (1872-1934), au Racing Club. Des cas similaires s'observèrent dans la boxe. **Mais les rencontres sportives en elles-mêmes n'eurent aucun caractère officiel.** En définitive, il faudra attendre 1960 avec les Jeux de la Communauté française à Tananarive, puis de l'Amitié en 1961 à Abidjan et en 1963 à Dakar, pour que la confrontation entre Blancs et Noirs intervienne au sein d'une compétition officielle et structurée. D'autre part,

« lorsque des *Aofiens* battirent des records de France, les officiels se montrèrent extrêmement tatillons pour homologuer leurs performances [et si] les athlètes de couleur étaient régulièrement retenus pour des rencontres internationales, leurs sélections pour les confrontations de grand prestige, en particulier les Jeux olympiques, demeurèrent en revanche exceptionnelles. »²

Au niveau national, on est donc parvenu dans l'entre-deux-guerres à la notion d'« athlètes d'État », « dûment mandatés par leur gouvernement pour représenter leur régime politique ou pour être les agents de son rayonnement culturel, industriel, économique, au même titre que les romanciers, les artistes, les grands couturiers ou chefs de l'industrie automobile et aéronautique »³.

¹ Je m'inspire de Bernadette Deville-Danthu, « Noirs et blancs sur les terrains de sport : un rendez-vous manqué ! », dans P.Arnaud & J.Riordan dir., *Sports et relations internationales (1900-1941)*, L'Harmattan, 1998, coll. « Espaces et temps du sport », 338 p., pp. 187-198.

² B.Deville-Danthu conclut ainsi : « L'accession à l'indépendance de tous les territoires d'AOF n'assainit pas la rencontre sportive entre la France et les nouveaux États indépendants. Au contraire, la métropole s'efforça de retenir les sportifs africains jusqu'alors laissés pour compte, comme si elle avait tout à coup pris conscience de ce qu'elle allait perdre. »

³ P.Arnaud et A.Wahl dir., Colloque de Metz (1993) *Sport et relations internationales*, Metz, 1994, 286 p., p 9.

IV. LA NAISSANCE DES NATIONALISMES DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Le mot **décolonisation** est attesté en France dès 1836, dans un manifeste [d'Henri (Boyer-)Fonfrède (1788-1841)] « intitulé *Décolonisation d'Alger*, lequel recommandait l'évacuation de l'Algérie. Le mot figure ensuite avec ses dérivés (décolonisateur, décolonisés) dans un dictionnaire des néologismes : *L'Enrichissement de la langue française [Dictionnaire de mots nouveaux]* (1845) dû à [Jean-Baptiste] Richard de Radonvilliers. Il semble avoir été d'usage chez les seuls adversaires de la colonisation, les "anticolonistes" comme on disait alors, et avoir disparu avec eux pendant toute la période d'expansion coloniale. **Le mot décolonisation fut repris après la Révolution soviétique par le leader communiste indien Manabendra Nath Roy [1887-1954] [...] ».**¹

1°) Caractères généraux

a) La remise en question du colonialisme

La remise en question du colonialisme mondial est, la plupart du temps, **l'expression d'une élite sociale et intellectuelle**. À l'exception d'un Hô Chi Minh ou d'un Giap, elle concerne **une intelligentsia** de fils de notables, de bourgeois, de chefs de tribu, mais aussi d'ingénieurs (Achmed Sukarno ou Soekarno, en Indonésie, par exemple), d'avocats (Habib Bourguiba en Tunisie) ou de pharmaciens (Ferhat Abbas en Algérie). Elle emprunte souvent à des modèles extérieurs, d'où le synchronisme de 1919. **Mais cette remise en question est hétérogène**, critiquant ou pas la société indigène, voulant ou non une modernisation intellectuelle et économique ; elle est éventuellement partagée par des rivalités internes (tribales, idéologiques, etc.). **Les sources idéologiques sont multiples**. Elles sont d'abord la victoire japonaise de 1905 sur la Russie, qui alimente un *asiatisme*, la Première Guerre mondiale (rivalités européennes, nécessité de l'aide des colonies, etc.), la révolution de 1917 et les partis communistes des métropoles, l'indépendance de l'Arabie et de l'Égypte, exemples qui font naître un *arabisme*. De surcroît, la **Société des Frères musulmans** naît en Égypte en 1927. Son objectif est une renaissance religieuse intégriste ; elle connaît un grand succès. **Le wilsonisme** est évidemment très important, malgré le vague du cinquième des *Quatorze Points* (effort pour préserver les intérêts des population colonisées) ; il a néanmoins suscité bien des espoirs en faveur du principe de *self-determination*, immédiatement connu et salué. Mais à la conférence de la Paix le mouvement

¹ Charles-Robert Ageron, p. 331 de J.-Fr. Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p.

d'éveil des peuples colonisés, accéléré par la guerre, a été totalement négligé : les revendications territoriales des alliés l'emportent sur le wilsonisme.

Les thèmes principaux de l'anticolonialisme dans l'entre-deux-guerres sont en partie « occidentaux », en partie « indigènes ». Les premiers exaltent la Nation, le *self-government*, la Constitution — cf. le *Destour* tunisien, comme le *Wafd* égyptien — et la revendication de l'héritage de 1789. Les seconds sont la fidélité à la religion ancestrale, à la tradition culturelle, la négritude et le panafricanisme, inauguré par l'Américano-Libérien Edward Wilmot Blyden (1832-1912) avant la Première Guerre mondiale. **Des Congrès panafricains se tiennent à Paris en 1919, à Londres en 1921 et 1923, à New York en 1927. Négritude et panafricanisme** font le lien avec les Noirs américains et l'expansion du jazz, avec le mouvement de retour des Noirs américains en Afrique, incarné par le Jamaïcain Marcus Garvey (1887-1940) et l'universitaire afro-américain William Edward Burghardt du Bois (1868-1963). Ils se développent avec Aimé Césaire (1913-2008) et Léopold Sédar Senghor (1906-2001) ¹, mais s'essoufflent : c'est surtout à la suite de la Deuxième Guerre mondiale que le panafricanisme retrouvera son dynamisme. Ces thèmes « indigènes » **ont été amplifiés par l'expansion de l'Islam depuis le XIXe siècle en Afrique et par les sectes islamiques réformatrices** ; la presse a une grande importance — cf. les journaux égyptiens comme *Al Ahrām*, au Caire, « les pyramides » — ; ces thèmes démontrent l'existence d'un grand débat entre passéisme et modernisme. Les thèmes principaux de l'entre-deux-guerres ressortissent aussi à une **grande vogue du marxisme** immédiatement après la Première Guerre mondiale ². Dès ses premières réunions, **la IIIe Internationale (Komintern)** se prononce pour l'indépendance, car elle voit dans les colonies un potentiel révolutionnaire et met sur pied une stratégie à long terme, destinée à tuer le monde capitaliste avancé. Le Komintern approuve en juillet 1920 les *Thèses sur les questions nationale et coloniale* de Lénine et fixe la tactique de l'opposition au mouvement bourgeois démocratique nationaliste, même s'il demande l'indépendance politique. **L'important Congrès des Peuples opprimés se tient à Bakou en 1920. Il est appelé aussi « Congrès des peuples de l'Orient », où les délégués issus de l'ancien empire russe sont très largement majoritaires !** Sont surtout présents des représentants du Caucase, de l'Asie centrale, mais il n'y a que 6 % de Russes. Des délégués des partis révolutionnaires de pays colonisateurs (France, Grande-Bretagne, Pays-Bas) sont présents, ainsi que l'Américain John Silas

¹ Voir sur les deux hommes M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

² Cf. la Ière partie (« Sociogenèse des philosoviétismes ») de I.Gouarné, *L'Introduction du marxisme en Franc. Philosoviétisme et sciences humaines, 1920-1939*, thèse, Presses universitaires de Rennes, 2013, 288 p.

Reed (1887-1920), et il y a 3 % de femmes. Participent seulement 14 « Hindous », dont Manabendra Nath Roy (1887-1954)¹, 8 Chinois, 3 Arabes (sur 1 891 délégués). C'est une vaste kermesse, mal préparée. Les stratèges de l'Internationale (surtout Zinoviev, qui mène les « débats ») veulent gagner à leur cause les peuples opprimés d'Asie, à la fois par haine sincère du colonialisme et pour tourner sur leurs flancs les pays capitalistes d'Europe : « La route la plus directe de Moscou à Paris passe par Pékin, Tokyo et Calcutta ». Le congrès marque aussi la tentation de retourner le dispositif révolutionnaire vers l'Orient, vers la Chine notamment.

Mais, bientôt, la position russe va se trouver secouée en Russie même par les revendications des peuples de l'Asie centrale : ils entrent dans la République fédérale de Russie en tant que républiques ou régions autonomes (il y a 8 Républiques autonomes et 13 régions autonomes en 1922 dans la RSFSR, République socialiste fédérative soviétique, ou des Soviets, de Russie). Des alliances bilatérales et des traités bilatéraux sont signés entre des républiques et la République fédérale de Russie. La promesse très formelle d'une république nationale musulmane est exploitée par **Sultan Galiev** qui rêve d'une révolution communiste étendue à toute l'Asie, mais elle est condamnée par le Congrès des peuples d'Orient (Bakou, septembre 1920).

Mir Sayid Sultan Galiev est un Tatar, né en Bachkirie vers 1880. Il a fait de sérieuses études, a été bibliothécaire à Oufa, puis professeur à l'école tatar de Bakou pendant la Première Guerre mondiale ; il se lance dans la politique après la révolution de février 1917. Il se rallie aux bolcheviks après la révolution d'Octobre et devient le principal conseiller de Staline pour les questions musulmanes. Sultan Galiev rêve d'une vaste république tartaro-bachkire, à laquelle les bolcheviks s'opposent, car ils refusent l'autonomie aux communistes musulmans. Sultan Galiev prend ses distances vis-à-vis des bolcheviks, et déclare voir dans les peuples musulmans des « peuples prolétaires » doués d'une capacité révolutionnaire originale. La révolution a donc, d'après lui, son avenir en Orient. Sultan Galiev est arrêté en 1923, exclu du parti, arrêté une deuxième fois en 1928, condamné à dix ans de travaux forcés, déporté. Il disparaît au Goulag, la date de sa mort étant inconnue. La condamnation de Sultan Galiev est tout à fait révélatrice.

La stratégie de l'Internationale atténuée considérablement son anticolonialisme initial à partir de 1925 et dix ans plus tard elle change radicalement de tactique, l'adversaire principal devenant le fascisme. Au final la plupart des mouvements nationalistes ne souhaitent pas rompre totalement les liens avec la métropole. Beaucoup rêvent d'une *intégration* (F.Abbas), désir bafoué par la maladresse intransigeante de la plupart des métropoles, mettant souvent en

¹ Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

prison beaucoup de dirigeants nationalistes. Une évolution aurait évité les coûteuses et inutiles guerres coloniales d'après 1945...

À noter que la « conférence impériale » de 1926 (10 octobre-23 novembre) donne une « définition » de l'empire colonial britannique. Le Royaume-Uni et les *dominions* sont des « communautés autonomes au sein de l'empire britannique [...] membres du *commonwealth* britannique. » Le terme de *commonwealth* était apparu pour la première fois officiellement dans le texte du traité de 1921 donnant son indépendance à l'Irlande. La Couronne revêt une importance nouvelle en devenant le lieu d'une « commune allégeance » et par conséquent le lien visible fondamental. Et dans les années vingt éclatent les troubles de Palestine et surtout le drame irlandais explose.

b) Les "sentiers obliques"

- l'Afrique subsaharienne ignore l'agit. nationaliste, elle est faible à Mad., par contre, elle est beaucoup plus vive en Extr.-Orient et dans régions où, entre autres, panarabisme et panislamisme peuvent servir de ferment aux revendications indigènes
- les mouvements revendicatifs sont nombreux, mais seule une minorité demande l'indépendance et, socialement, le mouv. ne touche qu'une partie de la population

L'opinion publique métropolitaine n'a nullement conscience qu'une force centrifuge anime les possessions d'Outre-Mer, au contraire chacun se plaît à louer la *Pax gallica* et plaint plus ou moins hypocritiquement les Anglais, qui semblent en proie à des difficultés plus graves que celles que la France rencontre...

- la métropole est répressive, sauf pendant le Front populaire :

Cf. Léopold Sedar Senghor : "Seigneur, pardonne à la France qui montre la voie droite et chemine par les sentiers obliques."

- la 2e Guerre mondiale va relancer les mouvements et les revendications avec une force accrue

2°) En Indochine

a) Naissance de partis

En Indochine naissent des partis nationalistes, voisins des grands mouvements anti-impérialistes de Chine et d'Inde et sensibles à l'exemple japonais de la victoire sur la Russie en 1905 et sur l'Allemagne en 1914. Il y a en Indochine à la fois des **mouvements modérés**, recrutant dans la moyenne et la petite bourgeoisie, favorables à l'association avec la France, et des sectes, comme **les Caodaïstes**, fidèles d'une nouvelle religion (1926) synthétisant les messages de Bouddha, Lao-Tseu, Confucius, du Christ, de Mahomet et même de Victor Hugo...

Ils sont environ 500 000 à la fin de la décennie. **Le premier grand parti nationaliste, annamite et indépendantiste est le VNQDD (*Việt-nam Quốc Dân Đảng*) qui est fondé le 25 décembre 1927.** Il est imité du Guo Mindang chinois, républicain et il rêve d'une indépendance obtenue grâce à la Chine ; son chef est l'instituteur Nguyễn Thai Hoc (1902-1930). Les fondateurs du VNQDD avaient auparavant, en 1926, de concert avec **un éphémère premier Parti communiste indochinois, fondé à Canton en 1917 par des émigrés,** rédigé une pétition nationale réclamant de grandes libertés, l'accession plus facile à la nationalité française et le droit de participer à l'administration.

Après celui de 1917, **un deuxième PC (le « Parti communiste indochinois », PCI) est fondé en 1930, dans le Nord-Annam** (c'est pourquoi il fut d'abord appelé « parti communiste vietnamien »), mais toujours en liaison avec la diaspora vietnamienne au Japon, en Chine méridionale et au Siam. **Il est fondé par Nguyễn Ai Quoc** (« Le patriote », premier surnom, jusqu'en 1940), **futur Hô Chi Minh** (« Celui qui éclaire »). De son vrai nom Nguyễn Sinh Cung, il était né, en 1890, dans une famille de petits fonctionnaires indigènes. Il travaille comme balayeur en Grande-Bretagne puis comme ouvrier en France, de 1917 à 1923. Il adresse à la Conférence de la Paix de 1919 un programme inspiré par le wilsonisme, il essaie, en vain, de rencontrer Wilson, et il participe au Congrès de Tours en 1920, où il adhère au PCF. Il séjourne à Moscou et en Chine entre 1924 et 1930 et participe aux travaux du Komintern. De retour en Indochine en 1930, il fonde le Parti communiste indochinois **et en 1941 le Việt-minh**, coalition dirigée contre les Japonais puis les Français. Autres noms importants à citer, ceux de **Pham Van Dong (1906-2000) et Vo Nguyễn Giap (1911-2013)**, professeur d'histoire dans une école privée dont la femme, arrêtée, était morte en prison.

L'Indochine fut la première colonie à être touchée par la crise, dès 1930 : l'économie (tout au moins la partie monétarisée de celle-ci) était bien plus extravertie que celle de la métropole, car elle reposait essentiellement sur des exportations de produits bruts à destination du Japon, et la consommation locale était très faible. En 1931, les problèmes de l'agriculture de subsistance aidant (la pression démographique augmentait très vite et les techniques rizicoles ne suivaient pas), la famine régnait en Annam... **La crise de 29 fut très grave en Indochine, ce qui aggrava la misère des masses, d'où des troubles.** Cependant en Indochine les cultures de plantation connurent un essor rapide, surtout le café, le thé et l'hévéa, un arbre originaire d'Amazonie introduit au début du siècle et cultivé exclusivement dans de grandes plantations ; ainsi que la filière agroalimentaire qui leur était liée. Mais le plus spectaculaire fut le boom minier du Tonkin — la production d'étain fut multipliée par huit, celle de houille par quatre, celle de zinc

explosa ; **Saigon devint le septième port français !** Les capitaux étaient français, les machines étaient importées de France (à un prix élevé à cause d'un régime douanier défavorable), mais les minéraux extraits prenaient le chemin du Japon.

b) Troubles et répressions des années trente

Le premier acte de la lutte anticoloniale en Indochine fut la mutinerie des tirailleurs annamites à Yen Bay (Tonkin) en 1930, à l'instigation du VNQDD (*Viêt-nam Quôc Dân Dang*, voir plus haut), qui escompte l'extension de l'insurrection à tout le protectorat. Dans la nuit du 9 au 10 février 1930, la garnison se mutine, tue les officiers français, s'empare du dépôt d'armes. Des actions similaires ont lieu dans les provinces voisines, accompagnées d'un soulèvement paysan localisé et de bombes à Hanoi. **Mais la population n'ose pas suivre et les mutins ne parviennent pas à prendre le contrôle de Hanoi. S'abat sur eux une très dure répression** (bombardement de villages, exécutions, envois au bagne de Poulo Condor...), sans qu'on s'en prenne à la racine du mal. **Cette terrible répression liquide pratiquement le VNQDD, au profit du PCI. À l'instigation de ce dernier éclatent les révoltes populaires de 1930-1931** : le soulèvement des ouvriers des plantations de caoutchouc Michelin, les révoltes paysannes, surtout dans le Nord de l'Annam, et les grèves de coolies et d'ouvriers. Deuxième vague de répression, dirigée contre le PCI, qui, quelques années après, tient son premier congrès à Moscou, en 1935. Autre politique française, appelée à beaucoup d'« avenir », **les « bricolages politiques » au sommet** : un nouvel empereur d'Annam, Bao Dai (Vin Thuy, 12 ans !) en 1925, flanqué d'une Commission des réformes, dirigée par le catholique Ngô Đình Diêm, futur président de la République du Viêt-Nam entre 1955 et 1963.

Les conséquences du Front populaire sont importantes : des mesures sociales en faveur des ouvriers (journée de 8 heures, relèvement des salaires, etc.) ; les détenus politiques de 1930 (comme Pham Van Dong et Vo Nguyễn Giap) sont libérés.

3°) Dans le Maghreb

En même temps que les questions moyen-orientales, des problèmes contemporains apparaissent au Maghreb. Pour la France, ce furent des problèmes capitaux (à cause du poids démographique et de la proximité), avec une opposition entre l'Algérie — où le nationalisme ne trouve pas, à ce moment, de support solide dans l'histoire — et, d'autre part, le Maroc et la Tunisie, qui ont des souverains, des administrations, des justices, un enseignement en arabe qui se développe rapidement...

a) En Tunisie

En Tunisie est fondé en 1919 le **Parti libéral tunisien de la Constitution**, le *Destour*, un **parti panarabe**, qui a la sympathie de beaucoup de nationalistes d'autres nations. Il réclame une constitution et une assemblée législative tunisienne, élue au suffrage universel. D'autre part **le mouvement syndical tunisien est très important, avec création d'une CGTT** (Confédération générale du travail tunisienne) par Mohamed Ali El Hammi (1890-1928) en 1924. La France mène en Tunisie une **politique de répression**. Le bey est même obligé de désavouer ses sympathies présumées pour le Destour. Mais **la France crée en 1922 le Grand Conseil de Tunisie, constitué de 56 Français et de 41 indigènes**, délibérant séparément (et toute discussion politique y est interdite !). La puissance coloniale « francise » et « algérianise » la Tunisie : des Français peuplent les services techniques du bey, le monopole du pavillon est établi, etc.

Il y a en Tunisie une scission du Destour, le 2 mai 1934, entre un « Vieux » et un « Néo » Destour. **Le Vieux Destour offre un exemple, rare, de parti de notables assez hostile à la France**. Conservateur et xénophobe, il s'oriente vers les milieux traditionalistes et religieux et il joue la carte de l'arabisme. **Le Néo Destour est fondé par Habib Bourguiba** ¹. Né à Monastir en 1903, il avait fait des études de droit à Paris, puis Sciences Po. Avocat en Tunisie, il adhère au Destour en 1927, puis fonde donc le 2 mars 1934 le Néo-Destour, moderne, laïc et populaire. Résolument démocratique, il est appuyé sur les ouvriers ; il réclame la souveraineté tunisienne, fondée sur une démocratie laïque, indépendante et garantie par le suffrage universel ; il organise des manifestations, des grèves et des meetings. En raison de ses prises de positions nationalistes, Bourguiba est interné de 1934 à 1936. À cette date, **le Front populaire entame la discussion entre Pierre Viénot (1897-1944) et Bourguiba, sur les modalités de l'accession à l'indépendance** (étude d'une constitution, etc.), tandis que le nouveau résident assouplit le régime de la presse, accorde le droit de réunion et d'association. Hélas, **la chute du gouvernement Blum ruine les espoirs et de violentes émeutes éclatent à Tunis le 8 avril 1938**, elles font 20 morts et 40 blessés. **La France dissout le Néo Destour**, obligé de se réfugier dans la clandestinité, déporte Bourguiba (qui avait été arrêté une première fois en 1934 et libéré par le Front populaire) et procède à 1 500 arrestations. Le nouveau résident, Érik Labonne (1888-1971), établit l'état de siège.

La Tunisie pose elle aussi une question internationale. Dès octobre 1918 (*sic*), le gouvernement français refuse de reconduire pour une longue durée,

¹ Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., p. 384.

mais seulement de trois mois en trois mois, la convention franco-italienne de 1896. Cela provoque la protestation de l'opinion publique italienne, dont une partie en vient à réclamer l'égalité des droits politiques avec les Français. La tension diplomatique atteint son apogée en 1926, lors du voyage à Tunis d'Italo Balbo (1896-1940), qui affecte d'ignorer les autorités françaises. Les deux gouvernements restent sur leurs positions : **la France menace le statut des Italiens, l'Italie répète ses revendications.**

b) Au Maroc

Au Maroc, immédiatement après la guerre Lyautey française l'encadrement du protectorat et reprend la conquête. L'événement capital des années 20 est **la guerre du Rif (1925-1926 pour la France)¹, une grande révolte, partie de la zone espagnole en 1921, avec une véritable déroute de l'armée espagnole.** La guerre du Rif jouera ensuite un grand rôle dans la carrière de tous les futurs officiers nationalistes de la guerre civile espagnole, Emilio Mola y Vidal (1887-1937) excepté. **Cette révolte est dirigée par 'Abd el-Krim (1882-1963),** fils d'un caïd berbère, ancien cadî (juge) de Melilla, très hostile à la monarchie, qui fonde en 1923 une République du Rif, soulevant les tribus du Rif contre les Espagnols puis (1925) contre les Français. Elle s'inscrit dans le foisonnement démocratique et spontanéiste qui agite tout le monde arabe dans les années 1920. Le maréchal Lyautey, qui a recommandé de reconnaître l'indépendance du Rif, se voit contredit par le gouvernement Painlevé et contraint de démissionner (25 septembre 1925) ; il y a pour le gouvernement français nécessité (car la révolte menace les communications avec l'Algérie) **de grandes opérations militaires, commandées par le maréchal Pétain,** qui noue alors des relations d'amitié avec les officiers espagnols : 150 000 hommes, aviation, artillerie, etc. Ces opérations provoquent la substitution aux méthodes politiques de Lyautey d'une stratégie de la dévastation. **Pétain fait tout pour faire échouer la conférence d'Oujda** (16 avril-6 mai 1926), ultime tentative d'arrangement moyennant la reconnaissance de l'autonomie du Rif, sous haute surveillance franco-espagnole. **À la suite d'une massive offensive française, 'Abd el-Krim se rend le 26 mai 1926 et est déporté à La Réunion.** Il se réfugiera en 1947 au Caire, après s'être évadé lors de son transfert en métropole. Il poursuivra sa lutte pour le nationalisme maghrébin, mais son

¹ Notice par Daniel Rivet dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., pp. 579-581, V.Courcelle-Labrousse & N.Marmié-Maniglier, *La Guerre du Rif. Maroc, 1921-1926*, Tallandier, 2008, 364 p., réédition, 2018, 439 p., et M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

entreprise sera par la suite largement sous-estimée par les nationalistes marocains, cependant Hô Chi Minh l'appellera « le précurseur ».

Le soutien communiste à 'Abd el-Krim : voir plus haut.

La guerre du Rif est une des causes de dislocation du Cartel des Gauches. Surtout elle « préluait à l'émancipation ultérieure du Maroc tout entier »¹.

Au Maroc, d'une part la pacification du Sud marocain est terminée en 1934, de même que celle de la Mauritanie, la date de 1934 signifiant en quelque sorte la fin de la conquête coloniale française par le nord et par le sud de l'Afrique occidentale. D'autre part, la France commet la lourde erreur du « *dahîr* berbère » (16 mai 1930). Il s'agit d'une loi qui prévoit que les tribunaux d'appel créés en pays berbère jugeront d'après les coutumes berbères et non suivant le Coran. Certains Marocains, en particulier les intellectuels formés à l'Université musulmane Karaouine de Fès, s'indignent de ce qu'ils considèrent comme une tentative de désislamisation et de division du Maroc, une vieille politique française. Puis le mouvement de protestation gagne tout le monde arabe ; l'application est différée, enfin le *dahîr* est retiré. En 1934 des intellectuels fondent le Comité d'action marocain ; c'est un parti réformiste réclamant l'adoucissement du protectorat et une participation plus effective des Marocains à la marche des affaires ; il présente le 1er décembre 1934 au gouvernement français un plan de réforme, soutenu par la gauche française. Le CAM a une aile gauche indépendantiste, dont le chef est Allal al-Fasî. Enfin, le Front populaire fait une tentative de promouvoir une politique libérale, qu'il n'a pas le temps de mener à bien², d'où la déception après sa dislocation et une agitation dans les rues de Meknès et Fès (septembre-octobre 1937), attisée par une intense propagande antifrançaise des radios franquistes (installées à Séville et Tétouan). Les chefs du CAM — Allal al-Fasî (1910-1974), Mohamed Hassan Ouazzani (1910-1978), Ahmed Balafrej (1908-1990) — sont alors déportés et le parti est dissous.

Dernier problème marocain, la question internationale de Tanger : le statut de Tanger avait été laissé en suspens avant 1914 ; le statut de 1923 (résultat d'un accord France-Espagne-Grande-Bretagne) prévoit la neutralisation et la démilitarisation de la ville et de sa banlieue, avec une situation administrative

¹ D.Rivet, dans J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, PUF, 1995, 1 068 p., réédition, 2003, coll. « Quadrige », 1 254 p., p. 580.

² Voir, par Charles-André Julien lui-même, « Léon Blum et les pays d'outre-mer », dans le Colloque *Léon Blum, chef de gouvernement (1936-1937)*, FNSP, 1967, réédit., FNSP, coll. « Références », 1981, 439 p., pp. 377-390. Cette communication fut suivie de celle de Robert Delavignette, « La politique de Marius Moutet au ministère des colonies », pp. 391-394, et d'une discussion générale, pp. 395-406.

privilegiée pour la France. Ce statut suscite les protestations de l'Italie (fasciste), qui reçoit en 1926 l'appui de l'Espagne dictatoriale de Miguel Primo de Rivera (1923-1930) : la France bat en retraite (mais la prépondérance française subsiste) et le statut est révisé en juillet 1928. L'Espagne obtient le droit de désigner le commandant de la police tangéroise et l'Italie a droit dans l'administration de la ville à une place équivalant à celle de la Grande-Bretagne.

c) En Algérie

En Algérie plusieurs courants anticolonialistes se manifestent dans l'entre-deux-guerres. Le premier est formé par **les intellectuels francisés** (dans les écoles et les lycées français), par exemple le docteur Mohammed Saleh Bendjelloul (1893-1985) et le pharmacien Ferhat Abbas (1899-1985)¹. Ils reprennent l'action des Jeunes Algériens, mouvement antérieur à la Grande Guerre, renforcé par elle (à cause de l'importance du sacrifice en hommes) et revendiquant l'égalité des droits politiques avec les Français. Mais **quelques-uns refusent l'assimilation, ils sont dirigés par l'émir Khaled** (1875-1936), élève des pères lazaristes en Syrie, Saint-Cyrien qui avait préparé, boursier, l'École à Louis-le-Grand, officier étranger de l'armée française, décoré de la Légion d'Honneur, mais ayant refusé de demander la naturalisation française, réformé à 100 % d'invalidité, et petit-fils d'Abd el-Kader. Khaled est élu triomphalement au conseil municipal d'Alger, puis au conseil général et aux Délégations financières. **Les partisans de l'assimilation, majoritaires au sein de ce courant, ne s'opposent pas à la France, mais à l'immobilisme qui refuse aux musulmans le droit de vote et ne leur accorde pas le bénéfice des lois sociales françaises.** Ils tentent à trois reprises de négocier loyalement les modalités d'une intégration progressive de la communauté musulmane dans le corps électoral : c'est une suite d'échecs.

Le deuxième courant est le mouvement des *Ouléma* ('*ulamâ*', docteurs de la Loi)². Leur leader est le *cheikh* Abd el-Hamid Ben Badis (1889-1940). Le mouvement réfléchit sur les événements encourageants du Moyen-Orient : Mustapha Kemal en Turquie, l'indépendance de l'Égypte en 1922 et la révolte des Druzes. Or la France a été contrainte de renoncer aux « capitulations » (privilèges économiques et culturels) en Turquie (traité de Lausanne, 1923)³ ! **Deux tendances dans le mouvement** : les « passésistes » prônent le retour à l'orthodoxie coranique et la lutte contre les pratiques hérétiques des marabouts (ils sont pour l'ouverture

¹ Cf. M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., p. 383.

² Ils seront regroupés en une Association en 1931.

³ Même chose en Égypte en 1937.

d'écoles coraniques et l'enseignement de l'histoire de l'Algérie); les « progressistes » sont favorables à des réformes sans indépendance. Le mouvement des *ulamâ'* rejoint Ferhat Abbas sur les questions du suffrage universel et de l'égalité politique avec les Français, et il veut un Maghreb unifié.

Le troisième courant est le mouvement de Messali Hadj. Ahmed Messali Hadj (1898-1974) avait été soldat de 14-18, puis ouvrier en France. Il rassemble les ouvriers travaillant en France ou l'ayant fait ; il s'agit donc d'une **clientèle prolétarienne** et d'un mouvement beaucoup plus révolutionnaire, grosses différences avec les deux courants précédents. Mais il y a une ressemblance avec les Oulémas : il est **imprégné de religiosité** (cf. le « Hadj », ostensiblement revendiqué), de panarabisme et de nationalisme maghrébin. **En juin 1926 est fondé par Messali à Paris l'Étoile Nord-Africaine**, dans la filiation du PCF, mais les distances sont vite prises, dès 1928 ⁽¹⁾.

L'Algérie subit les contrecoups de la Crise mondiale : les prix des produits algériens baissent, ce qui coïncide avec la hausse de la natalité. **Le Front Populaire présente le projet Blum-Viollette.** Maurice Viollette (1870-1960) est un ancien gouverneur général (1925), il est maintenant ministre d'État dans le gouvernement Blum. Il faut dire que le Front populaire avait fait naître de grands espoirs : il avait en effet promis une enquête générale sur la situation « politique, économique et morale » dans les colonies. André Gide fit même partie de la commission chargée de l'enquête en juillet 1936. Partout les indigènes essayèrent de profiter de la nouvelle donne à Paris pour obtenir une reconnaissance ; ceux qu'on entendit à cette époque étaient évidemment les plus modérés, ceux qui demandaient l'assimilation, c'est-à-dire la pleine citoyenneté française, y compris le droit de vote. **Ainsi, en juin 1936, un congrès musulman se réunit à Alger** : il demandait l'octroi aux indigènes de la nationalité française, mais avec le maintien du droit musulman. En collaboration avec Viollette, **Blum élabora un projet d'assimilation progressive aux termes duquel on eût accordé la nationalité française, sans abandon du droit musulman** (disposition essentielle qui sera reprise dans l'ordonnance de 1944), **à quelques dizaines de milliers d'indigènes d'Algérie** (vingt et un mille la première année), diplômés, gradés de l'armée ou fonctionnaires, élus et responsables syndicaux. **Avant même d'arriver aux Chambres, le projet Blum-Viollette fut retiré sous la pression des colons** (il y eut un fort regain d'antisémitisme) ; les nationalistes s'y opposèrent aussi, dressant la communauté européenne, qui menaça de faire la « grève des municipalités ». C'est donc l'échec et le projet ne vint jamais en discussion, d'autant que la Droite et le

¹ M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

Sénat s'y opposaient et que les Européens étaient farouchement hostiles à toute évolution ¹.

Le mouvement des *Oulémas* ('*ulamâ*', docteurs de la Loi) est regroupé en une Association en 1931. Deux tendances, toujours, dans le mouvement : les « passésistes » et les « progressistes ». **L'Étoile Nord-Africaine est transformée en un Parti Populaire Algérien (PPA) en 1937** car Messali Hadj est alors séduit par Doriot et son PPF. Messali organise des meetings et des manifestations, alors que les Oulémas étaient beaucoup plus discrets : ainsi, à Alger, en 1937, une manifestation réclame l'indépendance, qui avait déjà été revendiquée par Messali Hadj en 1927 à Bruxelles au Congrès des Peuples opprimés. Messali Hadj est mis en prison puis exilé, le PPA est interdit, mais ils gagnent une popularité immense. **Le mouvement messaliste s'est donné un drapeau vert et blanc, frappé de l'étoile et du croissant islamique, qui deviendra le drapeau national de l'Algérie indépendante. De ce troisième courant sortiront après la Deuxième Guerre mondiale le MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés démocratiques, en 1946), puis le FLN (Front de Libération nationale).** Paradoxe : pourquoi Messali n'a-t-il pas été le chef, même nominal, du soulèvement de 1954 ? Raison première, la perte du contact avec le peuple algérien (à cause de l'exil). De plus, Messali a toujours été persuadé de son infaillibilité, ce qui a suscité au sein du MTLD une très forte opposition à cette « mystique du chef » : il y aura fondation de l'OS (Organisation spéciale) puis du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'Unité et l'Action) puis du FLN. Messali Hadj, ulcéré de cette « scission », la considérera et la proclamera toujours vouée à l'échec et il fondera pendant la guerre d'Algérie le MNA (Mouvement National Algérien) pour faire pièce au FLN. Pour résister au FLN le MNA se compromettra avec la police française et les officiers français. Il sera donc déconsidéré lors de la fin de la Guerre d'Algérie, au moment des accords d'Évian. Messali Hadj ne rentrera pas en Algérie (les autorités algériennes l'« ignorent ») et il mourra en exil (volontaire, cette fois-ci) en France. Ironie du destin messaliste : proscrit d'Algérie par le pouvoir colonial, pour avoir revendiqué l'indépendance de ce pays, il verra s'alourdir encore son exil quand cet objectif sera atteint !

4°) Au Levant

Carte Moyen-Orient 1923

a) Caractères généraux

¹ M.Goebel, *Paris, capitale du tiers monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)*, trad. fr., La Découverte, 2017, 447 p., *passim*.

Si des troupes françaises conquièrent avec les Anglais la Syrie et le Liban, les Britanniques se firent tirer l'oreille pour appliquer vis-à-vis de la France les accords du temps de 1916, d'où une période de tension entre septembre 1918 et septembre 1919, à l'issue de laquelle les deux pays opérèrent un nouveau découpage, moins favorable à la France, qui avait besoin de la Grande-Bretagne à la **Conférence de la Paix de Paris**, pour les questions européennes. On peut supposer que Clemenceau « acheta » en un sens aux Anglo-Saxons l'absence de référendum en Alsace-Lorraine et l'occupation de la Rhénanie, par sa modération en Syrie. Ainsi, il accéda aux demandes de Lloyd George, le premier ministre britannique, concernant Mossoul, initialement dans la zone française, contre 25 % des revenus des pétroles de cette région ; de même, il renonça à l'internationalisation de la Palestine, et les Anglais purent y établir leur mandat, alors que les populations arabes locales, elles, se sentaient surtout syriennes à ce moment ; c'est la coupure des mandats qui a fait naître une identité palestinienne distincte, autant que la résistance au sionisme. **Clemenceau conclut aussi un accord avec Fayçal, qui permettait à celui-ci de s'installer à Damas, moyennant des liens privilégiés avec la France** ; mais le Hachémite, pris entre les exigences françaises et les maximalistes syriens, demanda que cet accord restât secret. Sur la côte, les Français, en plus des incidents récurrents que les chérifiens utilisaient pour faire pression sur eux, se trouvaient confrontés à une guérilla kémaliste en Cilicie ; or la voie ferrée nécessaire pour rejoindre la Cilicie se trouvait en territoire chérifien, et Fayçal refusait que les Français l'utilisent. Le cabinet Clemenceau tomba en 1920, et son successeur se révéla beaucoup moins compréhensif à l'égard des Arabes, bien décidé à appliquer le traité de Sèvres et à installer son mandat comme il l'entendait.

À la Conférence de la Paix on avait créé les **mandats A**, non délimités. À la conférence de San Remo (avril-mai 1920), la France eut le mandat sur la Syrie, qu'elle partagea en deux États, mais après avoir dû entrer par la force à Damas et consentir de nouvelles concessions territoriales à la Grande-Bretagne. Celle-ci eut le mandat sur l'Irak et la Palestine, d'où elle détacha en 1921 la Transjordanie. Une **politique américaine** apparut dès ces années vingt car des intérêts américains et des fondements de la politique américaine s'étaient manifestés très tôt et la présence culturelle des États-Unis au Moyen-Orient était ancienne, remontant aux années... 1820. Elle est le fait des missionnaires qui, grâce à leur œuvre éducative et humanitaire, donnent une image positive et désintéressée de leur pays. Impression favorable confirmée au lendemain de la Première Guerre mondiale par le président Wilson, avocat de l'autodétermination des peuples arabes. **L'installation des compagnies pétrolières** date de la fin des années 20 et surtout

des années 30 (Arabie saoudite). Mais, avant 1940, la politique américaine se borne à une défense des intérêts culturels et commerciaux.

Dans l'ensemble du « Levant français », il se manifesta les mêmes influences panislamiques qu'en Afrique du Nord. **La France, dont les intellectuels et les diplomates connaissaient bien le Levant, depuis longtemps, essaya la tactique du diviser pour régner (*divide ut imperes*) : elle joua la politique des minorités, sépara en 1920 la Syrie et le Liban, l'ancien *vilayet* ottoman du Liban étant rebaptisé « Grand Liban » (*sic*) après adjonction de territoires traditionnellement considérés comme syriens, la plaine de la Bekaa, Tyr et Sidon. La division fut entérinée par la SDN en 1922, mais le mandat avait rendu obligatoire l'octroi d'une constitution... De plus, il se révéla un nationalisme syrien, réclamant une « Grande Syrie », héritière de l'Assyrie...**

b) L'évolution du Liban

L'évolution du Liban se fit **dans le cadre d'une sorte de mosaïque**, bien sûr, d'autant plus que la France a créé un Grand Liban, les Maronites (chrétiens) accueillant très bien la France. **L'évolution fut d'abord relativement paisible**, la France s'appuyant sur les chrétiens maronites (un peu moins de la moitié de la population, alors), francophiles, contre les musulmans chiites, sunnites, etc. **La constitution fut accordée en 1926** : elle créait une république parlementaire, avec un président et deux chambres, mais la France maintint illégalement au pouvoir un président francophile. Le Front populaire sera, toutefois, une rupture.

Le Front populaire fut une rupture dans l'histoire du Liban, par le traité de Beyrouth du 13 novembre 1936 : l'indépendance était promise, dans un délai de trois ans, moyennant le maintien de l'influence culturelle française, quelques aérodromes militaires et le respect du cadre de la « Grande Syrie » (voir plus loin). **Mais le parlement français refusa de ratifier l'accord et la Deuxième Guerre mondiale éclata sans que l'indépendance fût entrée dans les faits** : le Liban ne devint indépendant qu'en 1941. En Syrie, le Front populaire laissa sa marque par les **accords Viénot** (sous-secrétaire d'État aux Protectorats) passés avec le gouvernement syrien le 9 septembre 1936. **Ils octroyaient l'indépendance à une « Grande Syrie » englobant le Liban**, moyennant les conditions reprises dans le traité concernant un peu plus tard celui-ci.

c) L'évolution de la Syrie

L'évolution de la Syrie fut toute différente. Les musulmans ne furent pas favorables à la présence française et à la politique française de préservation des droits des minorités, ils voulaient un état unitaire centré sur Damas ; un

vigoureux nationalisme syrien se développa. Ici, la France dut imposer son mandat par la force : la Grande-Bretagne encourageait Fayçal, fils de leur protégé Hussein, à s'installer définitivement à Damas — qu'il occupait militairement depuis 1918 — et à se proclamer roi de Syrie, ce qu'il fit. En 1920, le général Henri Gouraud (1867-1946) le chassa par la force, et la Grande-Bretagne lui donna, en compensation, le trône d'Irak ! **La France espéra jouer des divisions ethniques et religieuses : elle balkanisa le territoire, créant les « États » d'Alep, de Damas et des Alaouites ¹ et deux districts séparés (le Sandjak d'Alexandrette ² et le Djebel Druse), ne réunissant l'ensemble en un État unitaire qu'en 1924 seulement.**

En 1925 éclata la rébellion générale des Syriens, pudiquement dite en France « des montagnards druses » (Musulmans chiïtes), pour exiger le retour à l'autonomie. Il fallut deux ans et même le bombardement aérien de Damas en 1926 pour réprimer l'insurrection, sans éteindre le nationalisme syrien. Une **constitution fut accordée en 1930, elle était à peu près semblable à celle du Liban. Elle consacrait donc la séparation entre Liban et Syrie, provoquant le refus des Syriens.** Mais, la même année, la Grande-Bretagne accordait l'indépendance à l'Irak !

En Syrie, le Front populaire laissa sa marque par les **accords Viénot** (sous-secrétaire d'État aux Protectorats) passés avec le gouvernement syrien le **9 septembre 1936**. Ils octroyaient l'indépendance à une « Grande Syrie » englobant le Liban, moyennant les conditions reprises dans le traité concernant un peu plus tard celui-ci. C'était donc un très gros progrès mais aussi **une façon relativement contournée de satisfaire tout en le neutralisant le mythe de la « Grande Syrie » des nationalistes syriens.** À la fin de l'année (le 22 décembre 1936), les accords sont transformés en un « traité franco-syrien », signé à Damas. Mais les fonctionnaires du quai d'Orsay veulent protéger davantage les minorités, les tensions internationales renforcent l'importance des questions stratégiques et pétrolières ³... Le parlement français refuse, en conséquence, de ratifier les accords, alors que des élections, organisées par le gouvernement syrien, ont donné une grosse majorité aux nationalistes syriens ! La France se retrouve déconsidérée, une violente agitation éclate, l'état de siège est maintenu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

¹ La France, soucieuse de se ménager la minorité alaouite (11 % de la population syrienne), la dote dès 1920 d'un « territoire autonome », administré par un gouverneur français. En 1930 le territoire devient le « gouvernement de Lattaquié ». Dans les années trente les Alaouites vont concevoir un projet de rattachement au Liban.

² Circonscription territoriale ottomane, le Sandjak d'Alexandrette, situé au nord de la côte syrienne, est promis à la France par les accords Sykes-Picot de 1916 (voir plus haut). Comme il est rattaché au mandat français sur le Levant, de nombreux Arméniens rescapés du génocide de 1915 s'y réfugient après l'évacuation de la Cilicie (sud de l'Anatolie) par la France en 1921.

³ Ce qui est bien montré dans F.Pelletier, « Pétrole et enjeux politiques en France. La naissance d'un secteur stratégique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 2018, pp. 123-136.

La France rétrocéda à la Turquie le *sandjak* (district) d'Alexandrette au nord de la Syrie (23 juin 1939).

Circonscription territoriale ottomane, le Sandjak d'Alexandrette, situé au nord de la côte syrienne, est promis à la France par les accords Sykes-Picot de 1916. Comme il est rattaché au mandat français sur le Levant, de nombreux Arméniens rescapés du génocide de 1915 s'y réfugient après l'évacuation de la Cilicie (sud de l'Anatolie) par la France en 1921. Intégré à la République syrienne dont l'indépendance avait été prévue par les accords Viénot de 1936, le *Sandjak* d'Alexandrette était doté d'un statut qui garantissait les droits, notamment linguistiques, de la minorité turque. Pourtant, et bien qu'ayant renoncé à ce territoire par le traité de Lausanne de 1923, la Turquie y entretient une agitation irrédentiste. La France en appelle alors à la SDN, dont l'arbitrage recommande, en 1937, l'autonomie du *Sandjak* et la concession de droits spéciaux à la Turquie dans le port d'Alexandrette (Iskanderun). Un statut négocié avec Ankara démilitarise le territoire et prévoit l'élection d'une chambre, mais la Turquie conteste le scrutin et procède à l'annexion du territoire (appelé en turc le Hatay).

5°) Afrique subsaharienne et Madagascar

a) L'Afrique subsaharienne

L'Afrique « noire » ignore l'agitation nationaliste. **Les seules manifestations de masse sont sociales plus que politiques.** Par exemple, les troubles d'AEF par suite des abus nés du travail forcé ou les grèves à Dakar en 1937. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ce qui importe, c'est le développement du **mouvement syndical**.

b) À Madagascar

Mais à Madagascar l'instituteur **Jean Ralaimongo** (1884-1944), qui réclamait la transformation en département — il était soutenu en France par André Gide et Anatole France — est interné en métropole, puis, rentré en 1924, il organise une action contre l'expropriation des Malgaches au profit des grandes concessions, il dénonce les abus de l'Administration et des colons, il **proteste contre l'envoi de troupes malgaches pour réprimer la révolte syrienne**. Est interné aussi le pasteur **Joseph Ravoahangy Andrianavalona**, apôtre de l'indépendance au sein du VVS (*Vy-Vato-Sakelika*, Fer-Pierre-Ramification). En 1936 se produisent deux choses, la **naissance d'un parti communiste** (le PCRM, PC de la région de Madagascar) et la **détente avec le Front populaire** (par exemple : suppression du travail obligatoire).

Conclusion : 2^e GM ; Libération, dont les sondages